



Rapport
financier
semestriel
au 30 juin 2011

REXEL

ELECTRICAL SUPPLIES



Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital social de 1 343 878 960 euros
Siège social : 189-193, boulevard Malesherbes
75017 Paris
479 973 513 R.C.S. Paris

Rapport financier semestriel au 30 juin 2011

I. Rapport d'activité	page 2
II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	page 20
III. Rapport des commissaires aux comptes	page 52
IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	page 55

I. Rapport d'activité

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, en raison des arrondis, les chiffres et pourcentages peuvent être différents des chiffres et pourcentages calculés à partir des chiffres présentés, et les montants peuvent ne pas s'additionner.

1.1 | Situation financière du Groupe

1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en chiffre d'affaires et nombre d'agences. Il organise son activité autour des trois principales zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe. La rubrique « Autres marchés et activités » regroupe :

- les activités de distribution de matériel électrique en Amérique latine (Brésil et Chili) ;
- La division ACE (*Agencies / Consumer Electronics*) acquise dans le cadre de la transaction Hagemeyer ;
- Certaines activités pilotées au niveau du groupe ;
- Les frais de siège non alloués.

Au premier semestre 2011, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 6.162,5 millions d'euros, dont 3.641,4 millions d'euros dans la zone Europe (soit 59 % du chiffre d'affaires), 1.729,0 millions d'euros dans la zone Amérique du Nord (soit 28 % du chiffre d'affaires), 603,2 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 10 % du chiffre d'affaires) et 188,9 millions d'euros pour les Autres marchés & activités (soit 3 % du chiffre d'affaires).

La zone Europe (59% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe) comprend la France (qui représente environ 34 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone), l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, ainsi que plusieurs autres pays d'Europe Centrale et du Nord (la Slovaquie, la Hongrie, la République Tchèque, la Pologne, la Russie et les Pays Baltes).

La zone Amérique du Nord (28% du chiffre d'affaires du Groupe) comprend les Etats-Unis et le Canada. Les Etats-Unis représentent environ 68 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada environ 32 %.

La zone Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe) comprend l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Chine et l'Inde depuis le 1^{er} janvier 2011, ainsi que certains pays de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Singapour et Thaïlande). L'Australie représente environ 62 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Nouvelle-Zélande près de 11 %.

Dans la présente analyse, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment Autres marchés & activités.

1.1.2 | Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie avec, en règle générale, un premier et un troisième trimestre plus faibles en raison d'une augmentation du besoin en fonds de roulement, et un deuxième et un quatrième trimestre plus forts.

1.1.3 | Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 18 % du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60 % de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- l'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires ;
- l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. Par ailleurs, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10 % de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70 % des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.4 | Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- en données comparables, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires et les effectifs ;
- en données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- en données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA. L'EBITA n'est pas un agrégat comptable normé répondant à une définition unique et généralement acceptée. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2011	2010	2011	2010
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	169,6	140,8	324,6	245,1
Effets de périmètre		3,6		3,8
Effets de change		-		3,3
Effet non récurrent lié au cuivre	4,9	(5,0)	(8,1)	(12,8)
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	4,5	7,3	9,2	12,3
EBITA Ajusté en données comparables	179,1	146,6	325,7	251,6

1.2 | Comparaison des résultats aux 30 juin 2011 et 2010

1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour les premiers semestres 2011 et 2010, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES <i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	3 157,6	3 047,0	3,6%	6 162,5	5 744,6	7,3%
Marge brute	771,2	744,6	3,6%	1 532,6	1 422,8	7,7%
Frais administratifs et commerciaux ⁽¹⁾	(597,1)	(596,5)	0,1%	(1 198,8)	(1 165,4)	2,9%
EBITA	174,1	148,1	17,6%	333,8	257,4	29,7%
Amortissement des actifs incorporels ⁽²⁾	(4,6)	(7,3)	(37,0)%	(9,2)	(12,3)	(24,8)%
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	169,6	140,8	20,4%	324,6	245,1	32,5%
Autres produits et charges	(11,8)	(15,9)	(25,4)%	(15,8)	(31,1)	(49,1)%
Résultat opérationnel	157,7	124,9	26,2%	308,8	214,0	44,3%
Frais financiers	(53,1)	(52,8)	0,5%	(94,7)	(103,5)	(8,6)%
Quote part de résultat dans les entreprises associées	1,0	1,5	(34,1)%	0,1	0,4	(72,3)%
Impôt sur le résultat	(18,4)	(10,5)	76,2%	(40,5)	(18,5)	> 100%
Résultat net	87,2	63,1	38,3%	173,7	92,4	87,9%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	2,8%	2,1%		2,8%	1,6%	
⁽¹⁾ Dont amortissements	(18,5)	(19,0)	(2,8)%	(36,9)	(38,0)	(3,0)%
⁽²⁾ Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.						

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES <i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	3 157,6	3 005,5	5,1%	6 162,5	5 783,9	6,5%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			5,1%			6,1%
Marge brute	775,9	735,2	5,5%	1 522,8	1 427,1	6,7%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	24,6%	24,5%		24,7%	24,7%	
Frais administratifs et commerciaux	(596,8)	(588,6)	1,4%	(1 197,1)	(1 175,4)	1,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(18,9)%	(19,6)%		(19,4)%	(20,3)%	
EBITA	179,1	146,6	22,2%	325,7	251,6	29,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,7%	4,9%		5,3%	4,4%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2011, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel a progressé de 7,3% pour s'établir à 6.162,5 millions d'euros, en augmentation de 6,1% en données comparables et à nombre de jours constant.

L'effet des acquisitions nettes des cessions est de 25,4 millions d'euros. Il provient :

- des acquisitions pour 87,6 millions d'euros, relatives aux sociétés Nortel Suprimentos Industriais au Brésil et Yantra Automation Private Ltd en Inde, acquises au cours du premier trimestre 2011, ainsi que des sociétés Grossauer en Suisse et LuckyWell en Chine, acquises en décembre 2010. Ces entités sont consolidées à compter du 1^{er} janvier 2011,
- des cessions pour 62,2 millions d'euros, concernant les entités HCL Asia et Haagtechno, intervenues en 2010. Ces sociétés ont été déconsolidées respectivement au premier et au deuxième trimestre 2010.

L'effet des variations de taux de change est positif, à hauteur de 13,9 millions d'euros, principalement lié à l'appréciation du dollar australien, du franc suisse et de la couronne suédoise, ainsi qu'à la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro.

L'effet de la hausse des prix des câbles à base de cuivre par rapport à l'exercice 2010 est estimé à 2,6 points de pourcentage dans la croissance de 6,1% à données comparables et à nombre de jours constants.

	T1	T2	S1
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	7,3%	5,1%	6,1%
Effet du nombre de jours	0,9%	(0,0)%	0,4%
<i>Croissance organique</i>	(a) 8,2%	5,1%	6,5%
Effets de périmètre	0,1%	0,8%	0,4%
Effets de change	2,9%	(2,1)%	0,2%
<i>Total des effets périmètre et change</i>	(b) 3,0%	(1,4)%	0,7%
Croissance réelle (a) x (b) ⁽¹⁾	11,4%	3,6%	7,3%

⁽¹⁾ Croissance organique composée avec les effets de périmètre et de change

Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel a progressé de 3,6% pour s'établir à 3.157,6 millions d'euros, en augmentation de 5,1% en données comparables et à nombre de jours constant. L'effet de la hausse des prix des câbles à base de cuivre par rapport au deuxième trimestre 2010 est estimé à 2,3 points de pourcentage dans la croissance de 5,1% à données comparables et à nombre de jours constants, cet impact étant de 3,0 points de pourcentage sur le premier trimestre 2011.

Marge brute

Au cours du premier semestre 2011, la marge brute s'est établie à 1 532,6 millions d'euros, soit une hausse de 7,7% par rapport à 2010. En données comparables ajustées, le taux de marge brute est resté stable à hauteur de 24,7% du chiffre d'affaires. Au deuxième trimestre 2011, le taux de marge brute s'est amélioré de 10 points de base en données comparables ajustées, de 24,5% à 24,6%.

Frais administratifs et commerciaux

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux progressent de 1,8% entre 2010 et 2011, à comparer à une hausse de 6,5% du chiffre d'affaires. Les charges de personnel ont progressé de 2,7% en données comparables ajustées. Au 30 juin 2010, elles diminuaient de 4,6% grâce aux mesures de réduction d'effectifs initiées en 2009 pour s'adapter à l'environnement

économique. Au 30 juin 2011, les effectifs du Groupe s'élèvent à 28 344 personnes et diminuent de 1,3% par rapport au 30 juin 2010, en données comparables. Les charges de loyer et de maintenance ont diminué de 3,4% en données comparables en raison de l'effet sur le premier semestre 2011 des fermetures d'agences réalisées en 2010. Les autres dépenses externes progressent de 4,4% en données comparables ajustées en raison de l'augmentation du chiffre d'affaires. Les dépréciations de créances et le coût de l'assurance-crédit passent de 0,5% à 0,4% du chiffre d'affaires, soit une baisse de 10 points de base.

EBITA

L'EBITA s'est élevé à 333,8 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en augmentation de 29,7% par rapport au premier semestre 2010 en données publiées. En données comparables ajustées, l'EBITA Ajusté a augmenté de 29,4% et la marge d'EBITA Ajusté s'est améliorée de 90 points de base, passant de 4,4 % au cours de l'exercice 2010 à 5,3 % au cours de l'exercice 2011. Cette amélioration provient de la progression du chiffre d'affaires et de la marge brute associée à un contrôle des frais administratifs et commerciaux. Au deuxième trimestre 2011, l'EBITA ajusté a augmenté de 22,2% et la marge sur EBITA ajustée s'est améliorée de 80 points de base, passant de 4,9% à 5,7% en données comparables ajustées.

Autres produits et autres charges

Au cours du premier semestre 2011, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 15,8 millions d'euros, contre 31,1 millions d'euros au premier semestre 2010, qui intègre principalement :

- 9,1 millions d'euros de coûts de restructuration relatifs à l'achèvement des plans initiés en 2010 en France pour un montant de 1,3 million d'euros, au UK pour un montant de 0,8 million d'euros, et aux Etats Unis pour un montant de 0,6 million d'euros, ainsi qu'aux plans mis en œuvre en 2011 aux Pays-Bas pour 4,7 millions d'euros, en Finlande pour 0,5 million d'euros et en Australie pour 0,4 million d'euros.
- 7,0 millions d'euros de dépréciation sur les actifs de Hagemeyer Brands Australia, société spécialisée dans la distribution de produits électroniques grand public et d'appareils électroménagers en Australie, dont la cession devrait être effective au cours du troisième trimestre 2011,
- 2,1 millions d'euros de coûts encourus au titre des projets d'acquisition,
- 2,4 millions d'euros de plus-values de cessions immobilières.

Au premier semestre 2010, les autres produits et charges avaient représenté une charge nette de 31,1 millions d'euros, qui intégrait principalement :

- 29,5 millions d'euros de coûts de restructuration relatifs à la poursuite des plans mis en place en 2009 pour adapter la structure du groupe à la conjoncture pour 22,6 millions en Europe et 6,3 millions en Amérique du Nord
- 4,2 millions d'euros de dépréciation du goodwill au titre de l'entité slovène
- 8,6 millions d'euros de pertes liées à la cession de HCL Asie et de Haagtechno BV
- 10,7 millions d'autres produits incluant une indemnité de 3,6 millions à recevoir de PPR au titre d'une garantie de passif fiscal octroyée en 2005 dans le cadre de l'acquisition de Rexel par des investisseurs financiers, un gain de 1,9 million d'euros lié à la diminution des engagements de retraite aux Pays-Bas, un produit de 2,4 millions d'euros lié à une reprise de provision en France et des plus-values de 2,8 millions d'euros liées principalement à la vente de bâtiments en Suède.

Résultat financier

Au cours du premier semestre 2011, les charges financières nettes se sont établies à 94,7 millions d'euros contre 103,5 millions d'euros au cours du premier semestre 2010, représentant un taux d'intérêt effectif de respectivement 6,9% et 7,1%. La baisse du taux d'intérêt effectif est imputable principalement à la diminution de la marge appliquée au Contrat de Crédit Senior, indexée sur le niveau du ratio d'endettement de Rexel. Cette baisse est en partie compensée par l'effet du refinancement partiel du Contrat de Crédit Senior par l'émission obligataire de 500 millions d'euros, émise en mai 2011 à un taux d'intérêt plus élevé.

Au deuxième trimestre 2011, le taux effectif d'intérêt ressort à 7,1% contre 6,7% au deuxième trimestre 2010.

Quote-part de résultat des entreprises associées

Au cours du premier semestre 2011, la quote-part de résultat des entreprises associées s'est traduite par un profit de 0,1 million d'euros, relatif à la société DPI (distributeur de produits électroniques grand public aux Etats-Unis). Au deuxième trimestre, la quote-part de résultat dans DPI s'est élevée à 1,0 million d'euros à comparer à une perte de 0,9 million d'euros au premier trimestre en raison de la saisonnalité de l'activité de cette entreprise.

Impôt

Le taux effectif d'impôt est de 18,9 % au premier semestre 2011 contre 16,7 % au premier semestre 2010. Au premier semestre 2011, le faible niveau du taux effectif d'impôt provient de la reconnaissance au Royaume-Uni de pertes fiscales reportables indéfiniment encourues sur des périodes antérieures. Au premier semestre 2010, le taux effectif d'impôt intégrait la reconnaissance des pertes fiscales non-récurrentes encourues en France au titre de l'exercice 2009.

Résultat net

Le résultat net s'est élevé à 173,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en progression de 88,1% par rapport à 2010, et 87,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2011, contre 92,4 millions d'euros au cours du premier semestre 2010 et 63,1 millions d'euros au deuxième trimestre 2010. La progression du résultat net est imputable à l'amélioration du résultat opérationnel entre les deux périodes.

1.2.2 | Europe (59% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 853,9	1 744,5	6,3%	3 641,4	3 365,3	8,2%
Marge brute	477,0	451,7	5,6%	962,6	883,8	8,9%
Frais administratifs et commerciaux	(354,5)	(343,1)	3,3%	(715,8)	(687,9)	4,1%
EBITA	122,5	108,6	12,8%	246,8	195,9	26,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,6%	6,2%		6,8%	5,8%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 853,9	1 765,7	5,0%	3 641,4	3 429,2	6,2%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			5,1%			5,6%
Marge brute	481,7	453,3	6,3%	956,7	891,1	7,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	26,0%	25,7%		26,3%	26,0%	
Frais administratifs et commerciaux	(354,2)	(347,2)	2,0%	(714,3)	(700,5)	2,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	-19,1%	-19,7%		-19,6%	-20,4%	
EBITA	127,5	106,1	20,1%	242,5	190,7	27,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,9%	6,0%		6,7%	5,6%	

Au cours du premier semestre 2011, le **chiffre d'affaires** en Europe a progressé de 8,2% par rapport au premier semestre 2010 et s'est ainsi établi à 3.641,4 millions d'euros. Les acquisitions nettes des cessions ont représenté une augmentation de 25,4 millions d'euros, liée à l'acquisition de Grossauer. L'effet favorable de la variation des taux de change s'est élevé à 38,5 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation de la couronne suédoise et du franc suisse par rapport à l'euro. En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 5,6% au cours du premier semestre 2011, et de 5,1% au cours du deuxième trimestre.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est établi à 1.251,2 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en progression de 7,7 % en données comparables et à nombre de jours constant. La croissance a été soutenue par les trois marchés finaux, et particulièrement par le marché industriel. Les initiatives mises en place par Rexel ont contribué au développement des ventes auprès des grands comptes. Le Groupe estime avoir gagné des parts de marché. Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a augmenté de 7,7% en données comparables et à nombre de jours constant.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'est établi à 463,6 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en progression de 4,1% en données comparables et à nombre de jours constant. La croissance s'est accélérée au second trimestre, avec une hausse des ventes de 7,2% en données comparables et à nombre de jours constants. Les volumes ont été supérieurs grâce aux initiatives commerciales ciblées et aux projets, plus particulièrement dans l'activité photovoltaïque, en dépit d'un environnement économique qui reste fragile. Le Groupe estime avoir enregistré une performance supérieure à celle du marché.

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 428,2 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en repli de 4,1% en données comparables et à nombre de jours constant. Le principal impact est lié à la diminution des ventes de produits photovoltaïques comparée à un premier semestre 2010 particulièrement haut du fait du niveau des subventions publiques en vigueur jusqu'au 30 juin 2010. Retraitées de l'activité photovoltaïque, les ventes progressent de 8,1% soutenues par la croissance du marché industriel, notamment dans l'industrie chimique. Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a diminué de 7,3% en données comparables et à nombre de jours constants, mais progresse de 6,3% retraité de l'activité photovoltaïque.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 436,2 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, soit une hausse de 5,6% en données comparables et à nombre de jours constant. En Finlande, l'activité a progressé de 12,6% tirée par les ventes aux installateurs et la demande auprès des services publics. En Suède, le chiffre d'affaires a progressé de 4,3% principalement auprès des

installateurs. En Norvège, le chiffre d'affaires a enregistré une augmentation de 2,6% en croissance dans tous les secteurs et soutenue principalement par les ventes aux installateurs et la demande auprès des services publics. Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,2% en données comparables et à nombre de jours constant.

Au cours du premier semestre 2011, la **marge brute** s'est établie à 962,6 millions d'euros, en augmentation de 8,9 % par rapport à 2010. En données comparables ajustées, le taux de marge brute s'est établi à 26,3% au cours du premier semestre 2011, une amélioration de 30 points de base par rapport au premier semestre 2010, liée principalement à l'optimisation des conditions d'achats. Au deuxième trimestre 2011, le taux de marge brute s'est également amélioré de 30 points de base en données comparables ajustées.

En données comparables ajustées, les **frais administratifs et commerciaux** ont augmenté de 2,0% à comparer à la hausse de 6,2% du chiffre d'affaires. Au premier semestre 2010, ces charges étaient en diminution de 6,0%. Les charges de loyer et de maintenance des locaux ont baissé de 4,6% par rapport au premier semestre 2010 en raison de la rationalisation du réseau d'agences. Au deuxième trimestre 2011, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 2,0% pour une augmentation des ventes de 5,0%.

Au cours du premier semestre 2011, l'**EBITA** s'est établi à 246,8 millions d'euros, une augmentation de 26,0 % par rapport au premier semestre 2010. En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 27,2% soit une amélioration de 110 points de base du taux d'EBITA Ajusté, à 6,7% du chiffre d'affaires. Au deuxième trimestre 2011, l'EBITA a augmenté de 20,1% en données comparables ajustées et le taux d'EBITA s'est apprécié de 90 points de base à 6,9% du chiffre d'affaires.

1.2.3 | Amérique du Nord (28% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	883,2	919,2	(3,9)%	1 729,0	1 665,3	3,8%
Marge brute	188,8	198,8	(5,0)%	369,0	362,7	1,7%
Frais administratifs et commerciaux	(152,6)	(171,6)	(11,1)%	(306,7)	(321,4)	(4,6)%
EBITA	36,2	27,2	33,1%	62,3	41,3	50,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,1%	3,0%		3,6%	2,5%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	883,2	835,3	5,7%	1 729,0	1 601,8	7,9%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			5,7%			7,9%
Marge brute	189,6	179,8	5,4%	367,2	346,0	6,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	21,5%	21,5%		21,2%	21,6%	
Frais administratifs et commerciaux	(152,6)	(154,5)	(1,2)%	(306,5)	(307,8)	(0,4)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	-17,3%	-18,5%		-17,7%	-19,2%	
EBITA	37,0	25,4	45,8%	60,7	38,2	59,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,2%	3,0%		3,5%	2,4%	

Au cours du premier semestre 2011, le **chiffre d'affaires** de la zone Amérique du Nord s'est établi à 1.729,0 millions d'euros, en progression de 3,8% par rapport à 2010. Cette augmentation inclut à hauteur de 63,5 millions d'euros l'effet de l'évolution défavorable du taux de change entre l'euro et le dollar US. En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 7,9% au cours du premier semestre 2011 par rapport à 2010, et de 5,7% au deuxième trimestre.

Aux **Etats-Unis**, le chiffre d'affaires s'est établi à 1.170,8 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en progression de 5,4% en données comparables et à nombre de jours constant. L'environnement économique général reste incertain : le marché industriel est en croissance, notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'extraction minière, tandis que le niveau des marchés

résidentiel et tertiaire reste bas, avec certains segments montrant des signes d'amélioration. Rexel a bénéficié de l'effet favorable des initiatives commerciales notamment dans les domaines des économies d'énergie, du transport, des infrastructures, de la formation et de la santé. Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,6% en données comparables et à nombre de jours constant.

Au **Canada**, le chiffre d'affaires s'est établi à 558,3 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en progression de 13,8% en données comparables et à nombre de jours constant. L'activité a été forte sur le marché industriel, en particulier dans l'industrie minière, le pétrole et le gaz, avec des prix du pétrole élevés qui ont soutenu les investissements, ainsi que dans les télécommunications et les énergies renouvelables. Le Groupe estime avoir réalisé une performance supérieure au marché. Les appels d'offre restent soutenus et le carnet de commande est supérieur à l'année dernière. Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a augmenté de 8,4% en données comparables et à nombre de jours constant.

Au cours du premier semestre 2011 la **marge brute** a atteint 369,0 millions d'euros, soit une progression de 1,7 % par rapport à 2010. En données comparables ajustées, le taux de marge brute est en retrait de 40 points de base par rapport à 2010, à 21,2% du chiffre d'affaires au cours du premier semestre. Cette baisse est liée à la pondération plus forte de l'activité projet et des ventes directes. Au deuxième trimestre, le taux de marge brute est stable à 21,5% en données comparables ajustées.

En données comparables ajustées, les **frais administratifs et commerciaux** sont en légère diminution de 0,4%, à comparer à la progression du chiffre d'affaires de 7,9%. Les frais de personnel sont en augmentation de 0,3 % en données comparables ajustées. Les effectifs ont été réduits de 4,6% par rapport au 30 juin 2010. Ils s'établissaient ainsi à 7.184 personnes au 30 juin 2011. Les charges de loyer diminuent de 3,8%, bénéficiant de la rationalisation du réseau d'agences réalisée en 2010. Au deuxième trimestre 2011, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 1,2% en données comparables ajustées par rapport à une hausse des ventes de 5,7%.

L'**EBITA** s'est ainsi établi à 62,3 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en augmentation de 50,8% par rapport à 2010. En données comparables ajustées, l'EBITA a progressé de 59,0% et le taux d'EBITA a progressé de 110 points de base et s'établit à 3,5% du chiffre d'affaires. Au deuxième trimestre, l'EBITA a augmenté de 45,8% en données comparables ajustées et le taux d'EBITA s'est relevé de 120 points de base à 4,2% du chiffre d'affaires.

1.2.4 | Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	319,1	287,4	11,0%	603,2	523,1	15,3%
Marge brute	69,4	61,7	12,4%	133,7	114,1	17,1%
Frais administratifs et commerciaux	(50,5)	(45,7)	10,5%	(99,3)	(86,0)	15,5%
EBITA	18,9	16,0	18,1%	34,4	28,1	22,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,9%	5,6%		5,7%	5,4%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	319,1	303,0	5,3%	603,2	566,7	6,4%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			5,3%			6,6%
Marge brute	69,5	65,1	6,8%	132,4	123,4	7,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	21,8%	21,5%		21,9%	21,8%	
Frais administratifs et commerciaux	(50,5)	(48,1)	5,0%	(99,3)	(93,0)	6,7%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	-15,8%	-15,9%		-16,5%	-16,4%	
EBITA	19,0	17,0	11,8%	33,1	30,4	8,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,0%	5,6%		5,5%	5,4%	

Au cours du premier semestre 2011, le **chiffre d'affaires** de la zone Asie-Pacifique a enregistré une augmentation de 15,3% par rapport à 2010 à 603,2 millions d'euros. La contribution des acquisitions de Luckywell et de Yantra s'élève à 13,1 millions d'euros, majorée d'un effet de change favorable de 30,5 millions d'euros, principalement dû à l'appréciation du dollar australien par rapport à l'euro. En données comparables et à nombre de jours constant, cette augmentation s'est établie à 6,6 % pour le premier semestre, et à 5,3% pour le deuxième trimestre.

En **Australie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 376,9 millions d'euros, soit une augmentation de 4,4% par rapport à 2010 en données comparables et à nombre de jours constant, et de 1,8% pour le deuxième trimestre. Ce ralentissement constaté provient de la diminution des aides publiques initiées en 2010, et de la baisse de l'activité économique lié à la hausse des taux d'intérêt.

En **Nouvelle-Zélande**, le chiffre d'affaires s'est établi à 66,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en baisse de 0,2% en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2010, les ventes ayant été affectées par les tremblements de terre de Christchurch en février et avril dernier. Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,2% en données comparables et à nombre de jours constant.

En **Asie** (Chine, Inde, Asie du Sud Est), le chiffre d'affaires s'est établi à 159,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en progression de 15,9% en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2010. Rexel a enregistré une bonne performance dans le secteur des automatismes industriels. Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a augmenté de 16,1% en données comparables et à nombre de jours constant.

Au cours du premier semestre 2011, la **marge brute** a augmenté de 17,1% à 133,7 millions d'euros. En données comparables ajustées, le taux de marge brute s'est établi à 21,9% en augmentation de 10 points de base. Au deuxième trimestre 2011, le taux de marge brute a progressé de 30 points de base en données comparables ajustées, de 21,5% à 21,8%, essentiellement lié à une optimisation des conditions d'achat.

En données comparables ajustées, les **frais administratifs et commerciaux** ont progressé de 6,7% par rapport à 2010, tandis que le chiffre d'affaires augmentait de 6,4%. Les frais de personnel ont progressé de 6,9% principalement en raison d'une progression des effectifs en Chine. Au deuxième trimestre 2011, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 5,0% en données comparables ajustées par rapport à une croissance des ventes de 5,3%.

L'**EBITA** s'est établi à 34,4 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, en augmentation de 22,3% par rapport à 2010. En données comparables ajustées, il a augmenté de 8,8% passant de 5,4% du chiffre d'affaires au cours du premier semestre 2010 à 5,5% au cours du premier semestre 2011. Au deuxième trimestre 2011, l'EBITA a augmenté de 11,8% en données comparables ajustées, le taux d'EBITA de 6,0% s'améliorant de 40 points de base par rapport à 2010.

1.2.5 | Autres marchés & activités (3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES <i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	101,4	95,9	5,7%	188,9	190,9	(1,0)%
Marge brute	36,0	32,4	11,3%	67,3	62,1	8,3%
Frais administratifs et commerciaux	(39,5)	(36,3)	9,0%	(77,0)	(70,1)	9,9%
EBITA	(3,5)	(3,9)	(10,0)%	(9,7)	(8,0)	22,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(3,5%)</i>	<i>(4,1%)</i>		<i>(5,2%)</i>	<i>(4,2%)</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES <i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Chiffre d'affaires	101,4	101,5	(0,1)%	188,9	186,2	1,4%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>(1,6)%</i>			<i>0,2%</i>
Marge brute	35,2	37,0	(4,9)%	66,4	66,6	(0,2)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>34,7%</i>	<i>36,4%</i>		<i>35,2%</i>	<i>35,8%</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(39,5)	(38,9)	1,6%	(77,0)	(74,2)	3,9%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>-39,0%</i>	<i>-38,3%</i>		<i>-40,8%</i>	<i>-39,8%</i>	
EBITA	(4,4)	(1,9)	>100%	(10,6)	(7,6)	39,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(4,3%)</i>	<i>(1,9%)</i>		<i>(5,6%)</i>	<i>(4,1%)</i>	

Au cours du premier semestre 2011, le **chiffre d'affaires** « Autres marchés et activités » a diminué de 1,0% par rapport à 2010 à 188,9 millions d'euros. L'essentiel de cette baisse est lié aux cessions nettes des acquisitions pour un montant net de 13,1 millions d'euros, soit :

- une diminution de 62,2 millions d'euros due à la cession d'Haagtechno et de HCL Asia
- et une augmentation de 49,1 millions d'euros relative à l'acquisition de Nortel au Brésil

L'effet favorable de la variation des taux de change s'est élevé à 8,4 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est stable (+ 0,2%).

En **Amérique Latine** (2% du chiffre d'affaires groupe), les ventes s'élèvent à 109,5 millions d'euros. En données comparables et à nombre de jours constant, elles progressent de 24,0% en raison de la forte performance du Brésil (hausse de 15,7%, portée par les grands comptes) et du Chili (hausse de 34,9%, portée par les projets miniers). Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 18,0% en données comparables et à nombre de jours constant.

L'activité **Agencies / Consumer Electronics** (1% du chiffre d'affaires groupe) a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de 28,1% en données comparables et à nombre de jours constant par rapport à 2010, principalement liée à la cession de l'activité de distribution d'appareils électroménagers de la marque SMEG effectuée en janvier 2011. Au deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a baissé de 26,7% en données comparables et à nombre de jours constant.

En données comparables ajustées, la baisse de l'**EBITA** s'explique par une moindre performance de l'activité Agencies / Consumer Electronics et des autres opérations, partiellement compensée par la contribution de l'Amérique Latine.

1.3 | Perspectives

Grace à la solide performance affichée depuis le début de l'année, Rexel confirme ses objectifs de profitabilité pour la fin de l'année :

- Amélioration de la marge d'EBITA d'au moins 50 points de base en 2011
- Cash-flow libre avant intérêts et impôts supérieur à 500 millions d'euros.

Rexel confirme également ses trois priorités stratégiques à moyen terme:

- Renforcer ses positions concurrentielles grâce à la croissance organique et aux acquisitions
- Améliorer sa rentabilité et optimiser ses capitaux engagés pour atteindre ses objectifs en 2013 d'une marge d'EBITA proche de 6.5% et d'un retour sur capitaux engagés (ROCE) proche de 14%
- Générer un cash-flow libre solide

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX DU GROUPE

2.1 | Flux de trésorerie du Groupe aux 30 juin 2011 et 2010

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie de Rexel pour les deuxièmes trimestres et premiers semestres 2011 et 2010.

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2011	2010	Variation en valeur	2011	2010	Variation en valeur
Flux de trésorerie d'exploitation ⁽¹⁾	178,8	145,0	33,8	341,9	220,8	121,1
Intérêts (a)	(38,2)	(34,1)	(4,1)	(71,4)	(78,7)	7,3
Impôts (a)	(24,0)	(18,9)	(5,1)	(47,5)	(27,9)	(19,6)
Variation du besoin en fonds de roulement	(36,2)	18,3	(54,5)	(237,4)	(20,4)	(217,0)
Flux nets des activités opérationnelles (b)	80,4	110,3	(29,9)	(14,4)	93,8	(108,2)
Flux nets des activités d'investissement	(25,8)	3,0	(28,8)	(82,2)	(6,2)	(76,0)
Dont investissements opérationnelles ⁽²⁾ (c)	(19,9)	(7,0)	(12,9)	(27,0)	(17,5)	(9,5)
Flux nets des activités de financement	(84,8)	(132,6)	47,8	(13,7)	(167,3)	153,6
Variation nette de la trésorerie	(30,2)	(19,3)	(10,9)	(110,3)	(79,7)	(30,6)
Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets (« Free cash flow ») :						
- avant intérêts et impôts (b) – (a) + (c)	122,7	156,3	(33,6)	77,5	182,9	(105,4)
- après intérêts et impôts (b) + (c)	60,5	103,3	(42,8)	(41,4)	76,3	(117,7)
Besoin en Fonds de Roulement, en % du chiffre d'affaires⁽³⁾ au :				30 juin 2011	30 juin 2010	
Données financières publiées				11,4%	10,8%	
Données financières comparables				12,1%	11,4%	
<small>⁽¹⁾ Avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement.</small>						
<small>⁽²⁾ Nettes des cessions.</small>						
<small>⁽³⁾ Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.</small>						

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles ont représenté un emploi de 14,4 millions d'euros au cours du premier semestre 2011 contre une ressource de 93,8 millions d'euros au cours du premier semestre 2010. Au deuxième trimestre 2011, les flux nets provenant des activités opérationnelles ont représenté une ressource de 80,4 millions d'euros contre une ressource de 110,3 millions d'euros au deuxième trimestre 2010.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement, passent de 220,8 millions d'euros au cours du premier semestre 2010 à 341,9 millions d'euros au cours du premier semestre 2011. L'augmentation provient essentiellement de l'accroissement de l'EBITDA pour 75,3 millions passant de 295,4 millions à 370,7 millions. Par ailleurs, la trésorerie d'exploitation au 30 juin 2010 était affectée par un élément non récurrent (règlement du litige Ceteco) pour un montant de 29,8 millions d'euros.

Intérêts et impôts

Au cours du premier semestre 2011, les intérêts versés se sont élevés à 71,4 millions d'euros contre 78,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2010. Cette baisse est principalement due à la diminution du coût du financement entre ces deux périodes.

Au cours du premier semestre 2011, 47,5 millions d'euros ont été payés au titre de l'impôt sur les bénéfices contre 27,9 millions d'euros au cours du premier semestre 2010 ; cette augmentation de 19,6 millions d'euros provenant principalement de l'amélioration du résultat taxable.

Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de 237,4 millions d'euros au cours du premier semestre 2011, contre 20,4 millions d'euros au cours du premier semestre 2010. L'augmentation du besoin en fonds de roulement résulte essentiellement de la croissance du chiffre d'affaires.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, le besoin en fonds de roulement s'élève à 11,4 % au 30 juin 2011 en données publiées contre 10,8% au 30 juin 2010 compte tenu notamment de l'accélération de la progression du chiffre d'affaires sur les trois derniers mois.

2.1.2 / Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 82,2 millions d'euros au cours du premier semestre 2011 contre 6,2 millions d'euros au cours du premier semestre 2010.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2011	2010	2011	2010
Acquisitions d'immobilisations opérationnelles	(26,0)	(12,6)	(44,4)	(21,5)
Produits de cession d'immobilisations opérationnelles	6,2	4,6	19,2	6,0
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	(0,1)	1,0	(1,8)	(2,0)
Flux nets des activités d'investissement opérationnel	(19,9)	(7,0)	(27,0)	(17,5)
Acquisitions d'immobilisations financières	(5,9)	(0,1)	(54,2)	(0,9)
Produits de cession d'immobilisations financières	-	10,2	-	12,9
Dividendes reçus des entreprises associées	-	-	0,3	-
Flux nets des activités d'investissement financier	(5,9)	10,1	(53,9)	12,0
Variation nette des placements à long terme	-	(0,1)	(1,3)	(0,7)
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	(25,8)	3,0	(82,2)	(6,2)

Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 27,0 millions d'euros au cours du premier semestre 2011 contre un emploi de 17,5 millions d'euros au cours du premier semestre 2010.

Au cours du premier semestre 2011, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 44,4 millions d'euros, soit 0,7 % du chiffre d'affaires de la période, dont 16,9 millions d'euros étaient consacrés aux systèmes d'information, 19,5 millions d'euros liés à l'acquisition d'agences précédemment louées et à la rénovation des agences existantes, 5,9 millions d'euros à la logistique et 2,1 millions d'euros à d'autres investissements. Au cours du premier semestre 2011, les cessions d'immobilisations se sont élevées à 19,2 millions d'euros, elles correspondent principalement à la cession d'une activité non stratégique en Australie. La variation des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 1,8 million d'euros, majorant d'autant les investissements nets de la période.

Au premier semestre 2010, les dépenses brutes d'investissement ont représenté 21,5 millions d'euros, soit 0,4 % du chiffre d'affaires de la période, dont 9,2 millions d'euros étaient consacrés aux systèmes d'information, 6,9 millions d'euros à la rénovation des agences existantes et à l'ouverture de nouvelles agences, 3,4 millions d'euros à la logistique et 2,0 millions d'euros à d'autres investissements. Au premier semestre 2010, les cessions d'immobilisations se sont élevées à 6,0 millions d'euros, correspondant en majeure partie à la vente d'immeubles en Suède, en Lettonie et en Italie. La variation nette des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 2,0 millions d'euros, majorant d'autant les investissements nets de la période.

Investissements financiers

Les investissements financiers ont représenté un emploi net de 53,9 millions d'euros au cours du premier semestre 2011 contre une ressource nette de 12,0 millions d'euros au cours du premier semestre 2010.

Au cours du premier semestre 2011, les sorties de trésorerie au titre des acquisitions d'actifs financiers concernent les prix d'acquisitions nette de la trésorerie acquise des opérations de croissance externe de l'exercice. L'impact de ces acquisitions sur la trésorerie du premier semestre est un emploi de 54,2 millions d'euros. Ces acquisitions concernent les sociétés Nortel Suprimentos Industrials, Yantra Automation Private Ltd, Wuhan Rockcenter Automation, AD Electronics et la société Tegro ainsi que la joint venture Beijing Zongheng. Par ailleurs, la consolidation au premier janvier 2011 de la société Grossauer Elektro Handels s'est traduite par une ressource liée à la reprise de la trésorerie existante de cette société.

Au premier semestre 2010, les entrées de trésorerie au titre des cessions d'actifs financiers comprenaient la cession de HCL Asie et de Haagtechno B.V., à due concurrence de 2,7 millions d'euros et de 10,2 millions d'euros nets de la trésorerie cédée.

2.1.3 / Trésorerie nette provenant des activités de financement

La trésorerie nette provenant des activités de financement comprend les remboursements de la dette financière, l'émission d'actions et le paiement de dividendes.

Au cours du premier semestre 2011, les activités de financement se sont traduites par des besoins complémentaires nets pour un montant de 13,7 millions d'euros. Les sorties de trésorerie comprenaient principalement :

- le remboursement des tirages sur les facilités du Crédit Senior 2009 pour 539,7 millions d'euros ;
- la diminution des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation pour 49,6 millions d'euros ;
- la distribution d'un dividende pour un montant de 105,2 millions d'euros.

Tandis que les ressources se composaient de:

- l'émission obligataire de mai 2011 pour un montant net des coûts de transaction de 492,8 millions d'euros ;
- des autres variations des lignes de crédit pour 88,1 millions d'euros principalement constituées par l'émission de billet de trésorerie ;
- la conclusion de nouvelles opérations de location-financement pour 11,7 millions d'euros ;
- d'une augmentation de capital de 88,4 millions d'euros dont 86,0 millions d'euros au titre du paiement du dividende en actions ;
- des cessions nettes d'actions propres pour 0,2 million d'euros.

Au premier semestre 2010, les activités de financement se sont traduites par des sorties de ressources nettes pour un montant de 167,3 millions d'euros. Les sorties comprenaient :

- la diminution des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation pour 135,6 millions d'euros ;
- la baisse des tirages au titre du Contrat de Crédit Senior 2009 pour 101,0 millions d'euros ;
- la diminution des autres lignes de crédit de 8,3 millions d'euros ;
- les coûts de transaction relatifs aux opérations de refinancement 2009 pour 3,0 millions d'euros ;

- les paiements relatifs aux dettes de location-financement pour 3,0 millions d'euros.

Tandis que les ressources se composaient de:

- l'émission d'obligations senior non assorties de sûretés complémentaires pour 75,0 millions d'euros (76,7 millions d'euros incluant une prime d'émission) ;
- d'une augmentation de capital de 6,4 millions d'euros ;
- la vente d'actions propres pour 0,5 million d'euros.

2.2 | Sources de financement du Groupe

Au-delà de la trésorerie provenant de son activité et de ses capitaux propres, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 30 juin 2011, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2 363,8 millions d'euros et s'analysait comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011			31 décembre 2010		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations Senior	-	1 165,8	1 165,8	-	669,5	669,5
Ligne de Crédit Senior	-	184,7	184,7	-	761,5	761,5
Titrisation	402,1	587,1	989,2	-	1 067,6	1 067,6
Emprunt auprès des établissements de crédit	29,6	9,4	39,0	6,6	1,9	8,5
Billets de trésorerie	133,8	-	133,8	56,9	-	56,9
Concours bancaires et autres emprunts	55,2	-	55,2	66,6	-	66,6
Location financement	6,6	18,1	24,7	5,7	7,2	12,9
Intérêts courus ⁽¹⁾	6,5	-	6,5	5,2	-	5,2
Moins coûts de transaction	(19,5)	(41,3)	(60,8)	(19,0)	(44,2)	(63,2)
Total des dettes financières et intérêts courus	614,3	1 923,8	2 538,1	122,0	2 463,5	2 585,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(175,7)			(311,9)
Dérivés de couverture de juste valeur			1,4			(0,3)
Endettement financier net			2 363,8			2 273,3

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 5,6 millions d'euros au 30 juin 2011 (2,5 millions d'euros au 31 décembre 2010)

Le 27 mai 2011, Rexel a émis des Obligations Senior non assorties de sûretés d'un montant nominal de 500 millions d'euros. Les fonds levés ont été utilisés pour rembourser une partie de la dette contractée au titre du Contrat de Crédit Senior. Ces obligations ont été émises à un prix de 99,993% du nominal et portent intérêt au taux annuel de 7,0%. Elles sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg. Les intérêts sont payables semestriellement, au 17 juin et au 17 décembre, à compter du 17 décembre 2011. Les obligations sont remboursables en totalité le 17 décembre 2018.

Les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 17 juin 2015, pour le montant total du principal, augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. A partir du 17 juin 2015, les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

Période de remboursement commençant le :	Prix de remboursement (en % du montant principal)
17 juin 2015	103,500%
17 juin 2016	101,750%
17 juin 2017 et au-delà	100,000%

Par ailleurs, jusqu'au 17 juin 2014, les obligations pourront être remboursées à hauteur de 35% du montant principal avec les fonds reçus au titre d'une offre primaire d'actions Rexel sur le marché, le cas échéant.

L'endettement financier net est décrit dans la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2011 du Groupe Rexel.

Au 30 juin 2011, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 305,4 millions d'euros.

La conformité du ratio d'endettement (Endettement net consolidé ajusté / EBITDA consolidé ajusté sur les 12 derniers mois) avec les engagements contractuels, est vérifiée tous les 6 mois. Les limites sont indiquées ci-dessous :

Date	30/06/2011	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2013	30/06/2014
Limite	4.50x	4.00x	3.75x	3.50x	3.50x	3.50x	3.50x

Le ratio d'endettement, calculé selon les termes du contrat sénior, s'élève à 3,03x à fin juin 2011 (contre 3.92x à fin juin 2010), et demeure bien en deçà de la prochaine limite de 4,00x à fin décembre 2011.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011
Dette nette, calculée à taux de clôture	2 363,8
Dette nette, calculée à taux moyen (A)	2 381,4
EBITDA ⁽¹⁾ sur les 12 derniers mois (B)	785,4
Ratio d'endettement (A)/(B)	3,03

⁽¹⁾ calculé selon les termes du contrat de crédit sénior

II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé	22
Résultat global consolidé	23
Bilan consolidé	24
Tableau des flux de trésorerie consolidé	25
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	26
Notes annexes aux états financiers consolidés	27
1. Informations générales	27
2. Principales méthodes comptables	27
3. Regroupements d'entreprises	29
4. Information sectorielle	31
5. Frais administratifs et commerciaux	32
6. Autres produits et autres charges	32
7. Charges financières nettes	35
8. Impôt sur les bénéficiaires	35
9. Actifs destinés à être cédés	36
10. Capital social et prime d'émission	36
11. Résultats par action	38
12. Paiements fondés sur des actions	38
13. Endettement financier	39
14. Risques de marché et instruments financiers	42
15. Saisonnalité	47
16. Transactions avec les parties liées	47
17. Litiges	47
18. Evènements postérieurs à la période de reporting	47
19. Information trimestrielle	48

Compte de résultat consolidé

	Note	Période close le 30 juin	
		2011	2010
(en millions d'euros)			
Chiffre d'affaires	4	6 162,5	5 744,6
Coût des ventes		(4 629,9)	(4 321,8)
Marge brute		1 532,6	1 422,8
Frais administratifs et commerciaux	5	(1 208,0)	(1 177,7)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		324,6	245,1
Autres produits	6	3,8	12,4
Autres charges	6	(19,6)	(43,5)
Résultat opérationnel		308,8	214,0
Produits financiers		26,9	24,2
Coût de l'endettement financier		(90,5)	(96,4)
Autres charges financières		(31,1)	(31,3)
Charges financières (nettes)	7	(94,7)	(103,5)
Quote part de résultat dans les entreprises associées		0,1	0,4
Résultat net avant impôt		214,2	110,9
Impôt sur le résultat	8	(40,5)	(18,5)
Résultat net		173,7	92,4
Dont attribuable :			
au Groupe		173,3	92,0
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		0,4	0,4
Résultat net par action :			
Résultat de base par action (en euros)	11	0,66	0,35
Résultat dilué par action (en euros)	11	0,65	0,35

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2011	2010
Résultat net	173,7	92,4
Ecart de conversion	(70,9)	167,4
Effet d'impôt	0,1	8,4
	(70,8)	175,8
Profit (Perte) sur couvertures de flux de trésorerie	23,1	(0,6)
Effet d'impôt	(7,4)	(0,9)
	15,7	(1,5)
<i>Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt</i>	<i>(55,1)</i>	<i>174,3</i>
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt	118,6	266,7
Dont attribuable :		
au Groupe	118,7	264,8
aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(0,1)	1,9

Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2011	31 décembre 2010
Actif			
Goodwill		3 946,5	3 931,2
Immobilisations incorporelles		913,3	934,4
Immobilisations corporelles		258,2	245,4
Actifs financiers non courants		59,4	132,1
Titres mis en équivalence		8,8	9,3
Actifs d'impôts différés		150,4	138,6
Total des actifs non courants		5 336,6	5 391,0
Stocks		1 206,2	1 203,1
Créances clients		2 176,2	2 022,0
Créances d'impôt courant		29,6	29,7
Autres actifs		397,3	406,4
Actifs destinés à être cédés	9	76,9	23,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	175,7	311,9
Total des actifs courants		4 061,9	3 996,2
Total des actifs		9 398,5	9 387,2
Capitaux propres			
Capital social	10	1 343,8	1 301,0
Prime d'émission	10	1 420,7	1 383,7
Réserves		1 171,8	1 140,4
Total des capitaux propres part du groupe		3 936,3	3 825,1
Intérêts ne conférant pas le contrôle		9,2	9,3
Total des capitaux propres		3 945,5	3 834,4
Dettes			
Dettes financières (part à long terme)	13	1 923,8	2 463,5
Avantages au personnel		169,7	174,4
Passifs d'impôts différés		167,1	144,5
Provisions et autres passifs non courants		125,1	156,3
Total des passifs non courants		2 385,7	2 938,7
Dettes financières (part à court terme)	13	607,8	116,8
Intérêts courus	13	6,5	5,2
Dettes fournisseurs		1 827,0	1 866,2
Dettes d'impôt courant		32,8	39,8
Autres dettes		564,3	584,1
Passifs destinés à être cédés	9	28,9	2,0
Total des passifs courants		3 067,3	2 614,1
Total des passifs		5 453,0	5 552,8
Total des passifs et des capitaux propres		9 398,5	9 387,2

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en millions d'euros)	Note	Période close le 30 juin	
		2011	2010
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat opérationnel		308,8	214,0
Amortissements et dépréciations d'actifs	5 - 6	53,1	54,7
Avantages au personnel		(5,5)	(5,8)
Variation des autres provisions		(19,7)	(48,8)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		5,2	6,7
Intérêts payés		(71,4)	(78,7)
Impôt payé		(47,5)	(27,9)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		223,0	114,2
Variation des stocks		(45,1)	(27,8)
Variation des créances clients		(193,3)	(100,6)
Variation des dettes fournisseurs		(2,1)	95,3
Variations des autres créances et autres dettes		3,1	12,7
Variation du besoin en fonds de roulement		(237,4)	(20,4)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		(14,4)	93,8
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(46,2)	(23,7)
Produits de cession d'immobilisations corporelles		19,2	6,2
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		(54,2)	(0,9)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		-	12,9
Variation des placements à long terme		(1,3)	(0,7)
Dividendes reçus des participations dans les entreprises associées		0,3	-
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(82,2)	(6,2)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentation de capital		88,4	6,4
Vente (Achat) d'actions propres		(0,2)	0,5
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes financières	13.2	41,3	(35,6)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	13.2	(49,6)	(135,6)
Variation des dettes résultant des contrats de location-financement	13.2	11,6	(3,0)
Dividendes distribués	10	(105,2)	-
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(13,7)	(167,3)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(110,3)	(79,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		311,9	359,6
Effet de la variation des taux de change et autres éléments de réconciliation		(25,9)	5,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		175,7	285,2

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Juste valeur	Actions propres	Total attribuable au Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Pour la période close le 30 juin 2010									
Au 1er janvier 2010	1 291,1	1 392,2	791,4	(39,2)	(29,1)	(2,2)	3 404,2	7,8	3 412,0
Résultat net	-	-	92,0	-	-	-	92,0	0,4	92,4
Autres éléments du résultat global	-	-	-	174,3	(1,5)	-	172,8	1,5	174,3
Résultat global de la période	-	-	92,0	174,3	(1,5)	-	264,8	1,9	266,7
Exercice d'options de souscription d'actions	6,4	-	-	-	-	-	6,4	-	6,4
Emission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions	0,7	(0,7)	-	-	-	-	-	-	-
Attribution gratuite d'actions	-	(7,6)	7,6	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	3,7	-	-	-	3,7	-	3,7
Cessions (achats) d'actions propres	-	-	-	-	-	0,2	0,2	-	0,2
Au 30 juin 2010	1 298,2	1 383,9	894,7	135,1	(30,6)	(2,0)	3 679,3	9,7	3 689,0

Note

Pour la période close le 30 juin 2011

Au 1er janvier 2011	1 301,0	1 383,7	1 038,6	122,9	(19,3)	(1,8)	3 825,1	9,3	3 834,4
Résultat net	-	-	173,3	-	-	-	173,3	0,4	173,7
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(70,3)	15,7	-	(54,6)	(0,5)	(55,1)
Résultat global de la période	-	-	173,3	(70,3)	15,7	-	118,7	(0,1)	118,6
Dividendes distribués	-	-	(105,2)	-	-	-	(105,2)	-	(105,2)
Augmentations de capital en numéraire	28,5	59,9	0,1	-	-	-	88,5	-	88,5
Emission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions	14,3	(12,5)	(1,8)	-	-	-	0,0	-	0,0
Attribution gratuite d'actions	-	(10,4)	10,4	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions ⁽¹⁾	-	-	9,6	-	-	-	9,6	-	9,6
Cessions (achats) d'actions propres	-	-	-	-	-	(0,4)	(0,4)	-	(0,4)
Au 30 juin 2011	1 343,8	1 420,7	1 125,0	52,6	(3,6)	(2,2)	3 936,3	9,2	3 945,5

⁽¹⁾ dont 6,3 millions d'euros de charge relative aux plans d'attribution gratuite d'actions (voir note 12) et 3,3 millions d'euros d'effet d'impôt relatif aux attributions gratuites d'actions aux Etats-Unis

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes

1. | INFORMATIONS GENERALES

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, l'industrie et les services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle-Zélande et en Chine).

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés couvrent la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011 et ont été arrêtés par le Directoire le 21 juillet 2011.

2. | PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

2.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2011 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité à la fois avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne et celles émises par l'International Accounting Standards Board (IASB) applicables, de manière obligatoire, au 30 juin 2011. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers du Groupe établis pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 11 avril 2011 sous le numéro D.11-0272.

Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne : (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

2.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2011 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés résumés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Ils sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2010 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 2.3. Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2011 et détaillées ci-dessous n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers résumés et la performance financière du Groupe au 30 juin 2011.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

2.3 | Nouvelles normes et interprétations applicables en 2011

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2011 les nouveaux amendements, normes et interprétations suivants tels qu'approuvés par l'Union européenne, leur application n'ayant pas eu d'effet sur les états financiers résumés du Groupe :

- L'amendement à la norme IAS 32 « Instruments financiers – Présentation » - Classement des émissions de droits apporte des précisions sur la manière de comptabiliser certains droits (droits, options ou bons de souscriptions) lorsque les instruments émis sont libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur. Auparavant, ces droits étaient comptabilisés comme des instruments dérivés. Cependant, cet amendement prévoit que si certaines conditions sont remplies, de tels droits sont comptabilisés dans les capitaux propres quelle que soit la devise dans laquelle le prix d'exercice est libellé.
- La version révisée de la norme IAS 24 « Information relative aux parties liées » clarifie la notion de partie liée et introduit certaines exemptions partielles lorsque cette partie liée est une administration publique.
- L'interprétation IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres » traite de la comptabilisation des effets de la renégociation d'un instrument de dette en contrepartie de l'émission d'instruments de capitaux propres en vue d'éteindre entièrement ou partiellement le passif financier.
- L'amendement à l'interprétation IFRIC 14 « Paiements d'avance d'exigences de financement minimal » autorise les entités soumises à une obligation de financement minimum d'un régime de retraite et procédant à des paiements de cotisation d'avance à comptabiliser ces avances comme un actif.
- Les améliorations de mai 2010 clarifient ou apportent de légères modifications à différentes normes et interprétations.

2.4 | Nouvelles normes publiées par l'IASB et non encore approuvées par l'Union européenne

Au cours du premier semestre 2011, l'IASB a publié une série de nouvelles normes dont les impacts sur le Groupe sont en cours d'analyse :

- L'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) » a pour but de clarifier et d'améliorer la cohérence de la présentation des autres éléments du résultat global. Il impose notamment de distinguer les éléments qui devront faire l'objet d'un recyclage ultérieur dans le compte de résultat. En outre, quand ces éléments sont présentés avant impôt, il convient également d'indiquer séparément les effets impôt correspondants.
- La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » prévoit un modèle unique de consolidation qui fait référence à la notion de contrôle pour la consolidation de tout type de société. Elle remplace la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » pour ce qui concerne les comptes consolidés et l'interprétation SIC 12 « Consolidation - Entités ad hoc ».
- La norme IFRS 11 « Accords conjoints » a pour but de refléter de manière plus réaliste les contrats conjoints en se focalisant sur les droits et engagements liés aux contrats, plutôt que sur leur forme juridique (tel que présenté actuellement). Elle uniformise la comptabilisation des intérêts dans les coentreprises en imposant une seule méthode.
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » remplace en les complétant les dispositions relatives aux informations à fournir en annexe concernant les filiales, coentreprises, entreprises associées et entités structurées non consolidées.

- La norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » définit la notion de juste valeur, le cadre d'évaluation pour mesurer cette juste valeur et les informations à fournir dans les notes annexes, lorsque les autres normes IFRS requièrent ou autorisent l'application de la méthode de la juste valeur. Elle n'entraîne pas de modification dans les règles requises pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à sa juste valeur, ni de changement quant à ce qui doit être mesuré à sa juste valeur ou encore dans la présentation des variations de juste valeur.
- L'amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » :
 - supprime l'option permettant de différer la reconnaissance des gains et pertes actuariels, connue sous le nom de « méthode du corridor »,
 - modifie la présentation des variations de juste valeur des actifs et passifs relatifs aux régimes à prestations définies et prévoit notamment la présentation de l'effet des changements d'évaluation dans les autres éléments du résultat global (*OCI*),
 - complète la liste des informations requises concernant les régimes à prestations définies, en y incluant des informations relatives aux caractéristiques des plans et aux risques relatifs à de tels plans encourus par les entités.
- Consécutivement à la publication des nouvelles normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, les normes IAS 27 et IAS 28 ont été révisées :
 - IAS 27 a été renommée « Etats financiers individuels ». Elle ne traite plus des comptes consolidés et n'est par conséquent plus applicable à Rexel ;
 - IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et coentreprises » décrit le traitement comptable à retenir concernant les participations dans les entreprises associées et détaille l'application de la méthode de mise en équivalence pour ces entités et les coentreprises.

3. | REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Dans le cadre de sa politique de croissance externe qui vise à renforcer sa présence dans les pays émergents, à augmenter ses parts de marché dans les pays matures et à améliorer son offre de services à forte valeur ajoutée, le Groupe a procédé au cours du premier semestre 2011 à l'acquisition des sociétés suivantes :

- La société Nortel Suprimentos Industriais, acquise le 19 janvier 2011, est un des trois principaux distributeurs brésiliens de matériel électrique. Elle est basée à Campinas dans l'état de São Paulo. Le contrat d'acquisition prévoit le transfert en faveur du Groupe de 75% des droits au capital à la date de prise de contrôle et un engagement ferme d'acquiescer les 25% d'intérêts résiduels en 2013 à un prix déterminé dans le contrat. En conséquence, cette transaction a été comptabilisée sur la base de l'acquisition de la totalité des droits au capital à la date de prise de contrôle. En outre, le prix payé aux actionnaires est soumis à une condition de présence et intègre une rémunération basée sur la performance future de la société. Cette rémunération est comptabilisée en résultat au fur et à mesure de l'acquisition des droits correspondants. La société est consolidée à compter du 1^{er} janvier 2011.
- La société Yantra Automation Private Ltd, basée à Pune en Inde, est un distributeur spécialisé dans les automatismes et contrôles industriels, qui réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 12 millions d'euros. Le contrat d'acquisition prévoit une prise de participation majoritaire initiale à hauteur de 74% dans le capital de Yantra Automation Private Ltd, réalisée en janvier 2011 pour un montant de 388,8 millions de roupies indiennes (6,8 millions d'euros), suivie de l'acquisition du reste des droits au capital, prévue en 2014, à un prix fixé en fonction des performances opérationnelles futures. La société est consolidée à compter du 1^{er} janvier 2011.
- La société Wuhan Rockcenter Automation, basée à Wuhan en Chine, a réalisé des ventes d'environ 10 millions d'euros en 2010. Le Groupe a racheté les actifs et l'activité de cette société pour un montant initial de 28,9 millions de yuans (3,1 millions d'euros). Le prix d'acquisition intègre un complément de prix basé sur la performance future. Les actifs sont consolidés à compter du 1^{er} janvier 2011.

- La société Tegro (Tech. Elektro Großhandels) GmbH, basée en Allemagne, a été acquise le 3 mai 2011. Elle a enregistré des ventes d'environ 10 millions d'euros en 2010. Le prix d'acquisition de la totalité des actions s'élève à 2,5 millions d'euros. La société est consolidée à compter du 1er mai 2011.
- La société AD Electronics, basée en Inde, a été acquise le 17 mai 2011. Elle est spécialisée dans la distribution d'automatismes industriels.
- Les actifs de la société Beijing Zongheng, basée en Chine, ont été transférés en juin 2011 à une *joint-venture* détenue à 65% par le Groupe. La société Beijing Zongheng avait réalisé environ 34 millions d'euros de ventes en 2010. Le Groupe bénéficie d'une option d'achat exerçable en 2014 pour acquérir le solde du capital.

Compte tenu de leur date d'acquisition et de l'absence d'effet significatif sur la situation financière du Groupe, les sociétés AD Electronics et Beijing Zongheng ne sont pas consolidées au 30 juin 2011. Les titres acquis sont présentés dans les actifs financiers non courants pour le montant de la contrepartie transférée de respectivement 2,0 millions d'euros et 1,3 million d'euros.

Par ailleurs, le Groupe avait procédé en décembre 2010 à l'acquisition de deux distributeurs de matériel électrique : les sociétés Grossauer en Suisse et LuckyWell Int'l Investment Limited en Chine. Ces deux sociétés ont été consolidées à compter du 1^{er} janvier 2011.

Le tableau ci-dessous présente l'allocation des contreparties transférées relatives aux actifs identifiables acquis et aux passifs repris de l'ensemble de ces sociétés, à l'exception des sociétés AD Electronics et Beijing Zongheng. Cette allocation est estimée sur une base provisoire au 30 juin 2011 :

<i>(en millions d'euros)</i>	
Relations clients	14,6
Autres immobilisations.....	16,5
Autres actifs non courants.....	3,0
Actifs courants.....	72,2
Emprunts et dettes financières.....	(13,9)
Autres passifs non courants.....	(7,8)
Passifs courants.....	<u>(32,2)</u>
Actifs nets acquis hors goodwill acquis	52,4
Goodwill acquis.....	<u>92,0</u>
Contrepartie transférée	144,3
Trésorerie acquise.....	(11,1)
Paiements différés du prix d'acquisition	<u>(11,8)</u>
Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions	121,4
Décaissement effectué en 2010 ⁽¹⁾	(66,8)
Effet de change sur la dette en devises.....	<u>(3,8)</u>
Trésorerie nette décaissée au cours de la période.....	<u>50,8</u>

⁽¹⁾ converti au taux de change du jour de l'acquisition

Le montant des frais connexes à ces acquisitions s'est élevé à 4,0 millions d'euros, dont un montant de 2,1 millions d'euros a été encouru au titre de la période close le 30 juin 2011. Le solde avait été pris en charge en 2010.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la contribution de ces sociétés au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel s'est élevée respectivement à 102,6 millions d'euros et 5,1 millions d'euros.

4. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique pour l'activité de distribution de matériel électrique, alors que les autres activités et les entités holdings sont présentées de façon indépendante.

Les activités qui sont substantiellement similaires sont agrégées dans un seul secteur. Les facteurs pris en considération pour identifier de tels secteurs incluent la similarité des conditions économiques et politiques, la proximité des opérations, l'absence de risques particuliers associés aux activités dans les différentes zones où le Groupe est implanté et une rentabilité financière à long terme comparable.

Sur ces bases, les secteurs opérationnels présentés sont l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique, qui incluent les activités du Groupe dans la distribution de matériel électrique. Les autres secteurs opérationnels sont agrégés. Ils comprennent les opérations de distribution de matériel électrique au Brésil et au Chili, ainsi que les autres activités pilotées directement par le siège du Groupe.

Le *reporting* financier du Groupe est revu mensuellement par le Directoire agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 30 juin 2011 et 2010

2011 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Autres secteurs	Total des secteurs opérationnels	Holdings	Total consolidé
Période close le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 641,4	1 729,0	603,2	188,9	6 162,5	-	6 162,5
EBITA ⁽¹⁾	246,8	62,3	34,4	8,5	352,0	(18,2)	333,8
Besoin en fonds de roulement	828,6	379,8	151,7	35,2	1 395,3	(12,1)	1 383,2
Goodwill.....	2 679,6	964,9	255,3	46,7	3 946,5	-	3 946,5
2010 (en millions d'euros)							
Période close le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 365,3	1 665,3	523,1	190,9	5 744,6	-	5 744,6
EBITA ⁽¹⁾	195,9	41,3	28,1	4,7	270,0	(12,6)	257,4
Exercice clos le 31 décembre							
Besoin en fonds de roulement	679,7	348,5	133,9	44,1	1 206,2	(11,3)	1 194,9
Goodwill.....	2 644,9	1 028,0	249,0	9,3	3 931,2	-	3 931,2

⁽¹⁾ L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant autres produits & autres charges et amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2011	2010
EBITA - Total Groupe	333,8	257,4
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(9,2)	(12,3)
Autres produits et autres charges	(15,8)	(31,1)
Charges financières (nettes)	(94,7)	(103,5)
Quote part de résultat dans les entreprises associées.....	0,1	0,4
Résultat net avant impôt du Groupe	214,2	110,9

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Besoin en fonds de roulement	1 383,2	1 194,9
Goodwill	3 946,5	3 931,2
Total des actifs et passifs alloués	5 329,7	5 126,1
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 382,2	2 434,9
Autres actifs non courants	1 239,7	1 321,2
Actifs d'impôts différés	150,4	138,6
Créance d'impôt courant	29,6	29,7
Actifs destinés à être cédés	76,9	23,1
Instruments dérivés	14,3	1,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	175,7	311,9
Total des actifs du Groupe	9 398,5	9 387,2

5. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 juin	
	2011	2010
Charges de personnel	712,1	683,7
Charges d'occupation des locaux	130,7	134,2
Autres charges externes	291,5	279,2
Amortissements	36,9	38,0
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	9,2	12,3
Créances irrécouvrables	27,6	30,3
Total frais administratifs et commerciaux	1 208,0	1 177,7

6. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 juin	
	2011	2010
Plus-values de cession	2,4	2,8
Reprise de dépréciation d'immobilisations.....	0,2	-
Reprise de provisions non utilisées	0,7	4,0
Autres produits opérationnels	0,5	5,6
Total autres produits	3,8	12,4
Coûts de restructuration	(9,1)	(29,5)
Moins-values sur actifs immobilisés	(1,2)	(9,1)
Dépréciation du <i>goodwill</i> et des actifs immobilisés	(7,1)	(4,4)
Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises	(2,1)	-
Autres dépenses	(0,1)	(0,5)
Total autres charges	(19,6)	(43,5)

6.1 | Autres produits

Plus-values de cession

Au titre de la période close le 30 juin 2011, les plus-values de cession concernent principalement la cession de 3 agences en France pour un montant de 1,1 million d'euros, ainsi que la cession en Espagne du siège de Barcelone pour un montant de 0,7 million d'euros.

Au titre de la période close le 30 juin 2010, les plus-values de cession étaient relatives principalement à la cession de deux agences en Suède pour un montant de 1,7 million d'euros et d'une agence en Italie pour un montant de 0,7 million.

Reprise de provisions non utilisées

Au titre de la période close le 30 juin 2011, les reprises concernent les montants non utilisés des provisions relatives aux locaux vacants en France pour 0,2 million d'euros, au plan de sauvegarde de l'emploi en France pour 0,1 million d'euros, ainsi qu'aux charges de remise en l'état des locaux en fin de bail au Royaume-Uni pour 0,3 million d'euros.

Au titre de la période close le 30 juin 2010, ces produits concernaient principalement des reprises de provisions pour restructuration non utilisées. En particulier, elles comprenaient des reprises de provision pour locaux inutilisés consécutivement à des accords signés en 2010 avec les bailleurs en France et aux Pays-Bas pour respectivement 1,2 million d'euros et 0,6 million d'euros, ainsi qu'une reprise de 1,0 million d'euros relative à des coûts de redéploiement d'effectifs en France.

Autres produits opérationnels

Au titre de la période close le 30 juin 2010, les autres produits opérationnels comprenaient un gain de 1,9 million d'euros lié à la diminution des engagements de retraite aux Pays-Bas et une indemnité à recevoir du groupe PPR d'un montant de 3,6 millions d'euros dans le cadre d'une garantie de passif accordée à Rexel en 2005.

6.2 | Autres charges

Coûts de restructuration

Au titre de la période close le 30 juin 2011, les coûts de restructuration concernent principalement des plans de restructuration mis en place en 2011, aux Pays-Bas pour un montant de 4,7 millions d'euros, en Finlande pour 0,5 million d'euros et en Australie pour 0,4 million d'euros, ainsi que la fin de plans de restructuration initiés en 2010 en France pour 1,3 million d'euros, au Royaume-Uni pour 0,8 million d'euros et aux Etats-Unis pour 0,6 million d'euros.

Au titre de la période close le 30 juin 2010, les coûts de restructuration étaient principalement liés à la poursuite des plans de restructuration mis en place en 2009 en vue d'adapter la structure du Groupe à la conjoncture actuelle. Ces coûts résultaient essentiellement d'actions visant à réduire la taille du réseau de distribution et à ajuster le niveau des effectifs en conséquence en Europe pour 22,6 millions d'euros (dont 12,1 millions d'euros en France et 4,2 millions d'euros en Suède) et en Amérique du Nord pour 6,3 millions d'euros (dont 5,9 millions d'euros aux Etats-Unis).

Moins-values sur actifs immobilisés

Au titre de la période close le 30 juin 2011, les moins-values sur actifs immobilisés concernent essentiellement la mise au rebut de matériel d'exploitation et la cession de l'activité de distribution d'appareils électroménagers de la marque Smeg en Australie pour un montant de 0,2 million d'euros, ainsi que la dépréciation d'actifs consécutive à la fusion de 4 agences en Espagne pour un montant de 0,5 million d'euros.

Au titre de la période close le 30 juin 2010, les moins-values de cession se rapportaient à la cession de deux activités non stratégiques héritées du groupe Hagemeyer :

- Hagemeyer Cosa Liebermann en Asie (HCL Asie), société opérant comme négociant de produits de luxe dans les pays asiatiques, cédée à DKSH Holding Ltd, société basée en Suisse, le 25 février 2010 pour un montant de 13,7 millions de dollars (9,9 millions d'euros). Cette opération s'était traduite par une moins-value de cession de 5,9 millions d'euros.
- Haagtechno B.V., société agissant comme importateur et distributeur des produits électroniques Panasonic aux Pays-Bas, cédée à Panasonic Marketing Europe GmbH le 30 juin 2010 pour un montant de 15,5 millions d'euros. Une moins-value de cession avait été enregistrée pour un montant de 2,7 millions d'euros.

Par ailleurs, des mises au rebut d'actifs d'un montant de 0,5 million d'euros avaient été constatées au titre de la période close au 30 juin 2010.

Dépréciation du goodwill et des actifs immobilisés

Au titre de la période close le 30 juin 2011, la dépréciation des actifs immobilisés concerne les actifs de la société Hagemeyer Brands Australia pour un montant de 7,0 millions d'euros (9,5 millions de dollars australiens), préalablement à leur classement en « Actifs destinés à être cédés » (voir note 9).

Au titre de la période close le 30 juin 2010, le goodwill de la Slovénie avait été déprécié pour un montant de 4,2 millions d'euros en raison d'un contexte économique dégradé.

Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises

Au titre de la période close le 30 juin 2011, les coûts encourus au titre des acquisitions réalisées et mentionnées dans la note 3 ou en cours de réalisation s'élèvent à 2,1 millions d'euros.

7. | CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes comprennent les éléments suivants :

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2011	2010
Rendement attendu des actifs de couverture des avantages du personnel	24,8	23,0
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.....	1,0	0,3
Produits d'intérêts sur les créances et prêts.....	1,2	0,9
Total des produits financiers	26,9	24,2
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti)	(72,1)	(75,1)
- Dette senior.....	(13,9)	(27,2)
- Emprunts obligataires	(30,0)	(26,3)
- Titrisation	(12,3)	(9,7)
- Autres sources de financement	(5,6)	(2,8)
- Location-financement	(0,8)	(0,7)
- Amortissements des coûts de transaction	(9,5)	(8,4)
Reclassement en résultat des gains et pertes sur instruments dérivés précédemment différés en capitaux propres ⁽¹⁾	(22,4)	(19,6)
Inefficacité des instruments dérivés de couverture de taux.....	1,5	(0,8)
Gain (perte) de change sur la dette financière	(6,9)	(8,3)
Variation de juste valeur des dérivés de change par le résultat....	9,5	7,4
Coût de l'endettement financier	(90,5)	(96,4)
Charge d'actualisation sur engagements au titre des avantages du personnel	(27,8)	(27,8)
Charges financières diverses	(3,3)	(3,5)
Autres charges financières	(31,1)	(31,3)
Charges financières nettes	(94,7)	(103,5)

⁽¹⁾ dont une charge de 10,0 millions d'euros relative au reclassement en résultat des pertes précédemment différées en capitaux propres concernant les *swaps* affectés à la couverture des flux d'intérêts à taux variable sur le dollar américain pour 9,0 millions d'euros, le dollar canadien pour 0,4 million d'euros et le franc suisse pour 0,7 million d'euros, consécutivement au remboursement des lignes de crédit adossées à ces instruments dérivés au cours du deuxième trimestre 2011 (voir note 14).

8. | IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen attendu pour l'exercice 2011.

Le taux effectif d'impôt s'établit à 18,9% au 30 juin 2011, comparé à 16,7% au 30 juin 2010.

L'impôt sur le résultat comptabilisé au titre de la période close le 30 juin 2011 intègre l'effet lié à la reconnaissance partielle des pertes fiscales indéfiniment reportables encourues au Royaume-Uni au titre des exercices antérieurs.

Au titre de la période close le 30 juin 2010, le taux effectif comprenait l'effet relatif à la reconnaissance de pertes fiscales reportables en France et réalisées en 2009.

9. | ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

Au 30 juin 2011, les actifs destinés à être cédés s'élèvent à un montant net total de 48,0 millions d'euros, dont 40,4 millions d'euros d'actifs nets relatifs à la cession de la société Hagemeyer Brands Australia Pty Limited.

(en millions d'euros)

Hagemeyer Brands Australia Pty Ltd	
Immobilisations corporelles et incorporelles.....	5,9
Autres actifs non courants.....	5,0
Actifs courants.....	56,8
Passifs non courants.....	(6,1)
Passifs courants.....	(21,2)
Actifs nets Hagemeyer Brands Australia.....	40,4
Autres actifs et passifs.....	7,6
Total - Actifs nets destinés à être cédés.....	48,0
dont : - actifs	76,9
- passifs	28,9

Le 30 juin 2011, Hagemeyer Holdings Australia Pty, filiale indirecte de Rexel, a conclu avec la société Shriro Australia Pty Limited un contrat de cession des titres de participation de sa filiale détenue à 100% Hagemeyer Brands Australia Pty Limited. Cette société est spécialisée dans la distribution d'appareils électroniques grand public et d'appareils électroménagers en Australie. Cette transaction est soumise à la réalisation préalable de certaines conditions au 30 juin 2011.

Préalablement à son classement en « Actifs destinés à être cédés », ce groupe d'actifs a été évalué à sa juste valeur nette des coûts de cession, se traduisant par une dépréciation d'un montant de 7,0 millions d'euros (9,5 millions de dollars australiens).

10. | CAPITAL SOCIAL ET PRIME D'EMISSION

Le capital de Rexel est composé d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros. Les opérations sur le capital et la prime d'émission sont détaillées dans le tableau suivant :

	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission
		(en millions d'euros)	
Au 1er janvier 2010	258 220 018	1 291,1	1 392,2
Exercice d'options de souscription d'actions ⁽¹⁾	1 285 224	6,4	-
Emission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions ⁽²⁾ ...	146 031	0,7	(0,7)
Attribution gratuite d'actions ⁽³⁾	-	-	(7,6)
Au 30 juin 2010	259 651 273	1 298,2	1 383,9
Au 1er janvier 2011	260 212 996	1 301,0	1 383,7
Exercice d'options de souscription d'actions ⁽¹⁾	327 652	1,6	1,2
Emission d'actions liée au paiement du dividende ⁽⁴⁾	5 376 107	26,9	58,7
Emission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions ⁽²⁾ ...	2 859 037	14,3	(12,5)
Attribution gratuite d'actions ⁽³⁾	-	-	(10,4)
Au 30 juin 2011 ⁽⁵⁾	268 775 792	1 343,8	1 420,7

⁽¹⁾ Exercice d'options de souscription d'actions

Au cours de la période close le 30 juin 2011, 327 652 options relatives aux programmes d'options de souscription d'actions au profit de certains salariés et cadres exécutifs du Groupe ont été exercées (1 285 224 au cours du premier semestre 2010). En novembre et décembre 2005, Rexel a mis en place des programmes d'options de souscription d'actions au profit de certains salariés et cadres exécutifs du Groupe. Les droits relatifs à ces options ont été intégralement acquis lors de l'introduction en bourse des actions Rexel en avril 2007 et sont exerçables jusqu'en octobre et novembre 2016.

⁽²⁾ Emission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions

En juin 2011, 268 416 actions ont été émises au titre du plan d'attribution gratuite d'actions 2009 (« Plan 2+2 ») et 2 590 621 actions au titre du plan 2007 (« Plan 4+0 ») en mai 2011.

Le 24 juin 2010, 146 031 actions avaient été émises dans le cadre du plan 2008 (« Plan 2+2 »).

Les caractéristiques de ces plans sont détaillées dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2010.

⁽³⁾ Attribution gratuite d'actions

Conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée générale des actionnaires du 20 mai 2010 et par le Conseil de surveillance du 11 mai 2011, le Directoire, au cours de sa réunion du 12 mai 2011, a décidé d'attribuer sous certaines conditions 2 082 748 actions à des cadres dirigeants, aux managers opérationnels et employés clés du Groupe (voir note 12). Le Directoire a décidé que la remise de ces actions attribuées gratuitement n'interviendrait qu'à l'issue de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires par voie de création d'actions nouvelles. En conséquence, un compte de « réserves indisponibles » a été alimenté en contrepartie de la prime d'émission.

⁽⁴⁾ Emission d'actions liée au paiement du dividende

L'Assemblée générale du 19 mai 2011 a approuvé la distribution d'un dividende de 0,40 euro par action, en offrant aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement en numéraire ou sous forme d'actions au prix unitaire de 16 euros. Le montant total des dividendes versés s'élève à 105,2 millions d'euros, dont 19,2 millions d'euros payés en numéraire et 86,0 millions d'euros par émission de 5 376 107 actions nouvelles. Les frais relatifs à l'augmentation de capital ont été imputés sur la prime d'émission pour un montant de 0,5 million d'euros.

Le choix du versement du dividende en numéraire ou en actions étant à l'initiative des actionnaires, les dividendes versés sous forme d'actions sont analysés comme un paiement en numéraire suivi d'un réinvestissement en actions réalisé par les bénéficiaires. En conséquence, ces dividendes réinvestis en actions figurent dans les rubriques « Dividendes distribués » du tableau de flux de trésorerie et « Augmentation de capital ».

	Période close le 30 juin	
	2011	2010
Dividende par action attribué aux actions ordinaires.....	0,40 €	-
Dividendes versés (en millions d'euros).....	105,2	-
dont: - dividendes payés en numéraire	19,2	-
- dividendes payés par émission d'actions.....	86,0	-

⁽⁵⁾ Actions propres

Au 30 juin 2011, le capital social comprend 142 000 actions propres détenues en vertu d'un contrat de liquidité souscrit auprès d'un établissement financier (103 000 actions propres détenues au 31 décembre 2010).

11. | RESULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 30 juin	
	2011	2010
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	173,3	92,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	261 485	258 974
Actions potentielles non dilutives (en milliers)	2 111	2 635
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et d'actions potentielles non dilutives (en milliers)	263 596	261 609
Résultat net par action (en euros)	0,66	0,35
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	173,3	92,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et d'actions potentielles non dilutives (en milliers)	263 596	261 609
Actions potentielles dilutives (en milliers)	2 033	1 446
- dont options de souscription d'actions (en milliers)	207	319
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers)	1 826	1 127
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	265 629	263 055
Résultat net dilué par action (en euros)	0,65	0,35

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions dont l'attribution gratuite est soumise à des conditions de performance.

12. | PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Le 12 mai 2011, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants, managers opérationnels et employés clés s'élevant à 2 082 748 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires seront éligibles à recevoir des actions Rexel, soit à l'issue d'une période de deux ans (12 mai 2013), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (12 mai 2015) dans le cadre du plan intitulé « Plan 2+2 », soit à l'issue d'une période de quatre ans, ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre du plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence et de performance posées par le Plan.

Les conditions d'attribution sont présentées dans le tableau suivant :

Bénéficiaires	Cadres dirigeants et exécutifs		Autres employés clés		Managers opérationnels		Total
Conditions d'acquisition	Présence au 2nd anniversaire de la mise en place du plan et conditions de performance basées sur : (i) l'EBITDA ajusté de 2011, (ii) la croissance de l'EBITDA ajusté entre 2010 et 2012 et (iii) le ratio Dette nette sur EBITDA ajusté de 2011		Présence au 2nd anniversaire de la mise en place du plan et, pour 80% des actions octroyées, conditions de performance basées sur : (i) l'EBITDA ajusté de 2011, (ii) la croissance de l'EBITDA ajusté entre 2010 et 2012 et (iii) le ratio Dette nette sur EBITDA ajusté de 2011		Présence au 2nd anniversaire de la mise en place du plan		
Plan.....	2+2	4+0	2+2	4+0	2+2	4+0	
Date d'acquisition définitive	12 mai 2013	12 mai 2015	12 mai 2013	12 mai 2015	12 mai 2013	12 mai 2015	
Nombre maximum d'actions attribuées le 12 mai 2011	429 203	507 879	177 931	484 110	96 375	387 250	2 082 748

Au titre de ce plan, les membres du comité exécutif sont susceptibles de recevoir, sous réserve du respect des conditions de présence et de performance, un montant maximum de 453 197 actions.

La juste valeur des actions Rexel attribuées aux bénéficiaires a été évaluée à 16,68€ par action, cette valeur étant fondée sur la valeur boursière à la date d'octroi, de laquelle a été déduit l'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires.

La charge relative aux plans d'actions attribuées gratuitement a été comptabilisée dans le poste « frais administratifs et commerciaux » et est présentée dans le tableau suivant :

	Période close le 30 juin	
	2011	2010
(en millions d'euros)		
Plans mis en place en 2008.....	-	1,1
Plans mis en place en 2009.....	1,2	1,6
Plans mis en place en 2010.....	3,5	1,0
Plans mis en place en 2011.....	1,6	-
Total charges relatives aux plans d'actions gratuites	6,3	3,7

13. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 30 juin 2011. L'endettement financier inclut les dettes portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

13.1 | Endettement financier net

	30 juin 2011			31 décembre 2010		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
(en millions d'euros)						
Obligations Senior	-	1 165,8	1 165,8	-	669,5	669,5
Lignes de Crédit Senior	-	184,7	184,7	-	761,5	761,5
Titrisation	402,1	587,1	989,2	-	1 067,6	1 067,6
Emprunts auprès des établissements de crédit	29,6	9,4	39,0	6,6	1,9	8,5
Billets de trésorerie	133,8	-	133,8	56,9	-	56,9
Concours bancaires et autres emprunts	55,2	-	55,2	66,6	-	66,6
Location financement	6,6	18,1	24,7	5,7	7,2	12,9
Intérêts courus ⁽¹⁾	6,5	-	6,5	5,2	-	5,2
Moins coûts de transaction	(19,5)	(41,3)	(60,8)	(19,0)	(44,2)	(63,2)
Autres dettes financières et intérêts courus	614,3	1 923,8	2 538,1	122,0	2 463,5	2 585,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(175,7)			(311,9)
Dérivés de couverture de juste valeur.....			1,4			(0,3)
Endettement financier net			2 363,8			2 273,3

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 5,6 millions d'euros au 30 juin 2011 (2,5 millions au 31 décembre 2010)

13.1.1 Obligations Senior

Le 27 mai 2011, Rexel a émis des Obligations Senior non assorties de sûretés d'un montant nominal de 500 millions d'euros. Les fonds levés ont été utilisés pour rembourser une partie de la dette contractée au titre du Contrat de Crédit Senior. Ces obligations ont été émises à un prix de 99,993% du nominal et portent intérêt au taux annuel de 7,0%. Elles sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg. Les intérêts sont payables semestriellement, au 17 juin et au 17 décembre, à compter du 17 décembre 2011. Les obligations sont remboursables en totalité le 17 décembre 2018.

Les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 17 juin 2015, pour le montant total du principal, augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. A partir du 17 juin 2015, les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

Période de remboursement commençant le :	Prix de remboursement (en % du montant principal)
17 juin 2015	103,500%
17 juin 2016	101,750%
17 juin 2017 et au-delà	100,000%

Par ailleurs, jusqu'au 17 juin 2014, les obligations pourront être remboursées à hauteur de 35% du montant principal avec les fonds reçus au titre d'une offre primaire d'actions Rexel sur le marché, le cas échéant.

13.1.2 Contrat de Crédit Senior

Les lignes de crédit autorisées sur le Contrat de Crédit Senior et leur utilisation au 30 juin 2011 sont détaillées ci-dessous :

Lignes de crédit	Montant autorisé (en millions d'euros)	Solde dû au 30 juin 2011 (en millions de devises)	Devise	Solde dû au 30 juin 2011 (en millions d'euros)
Tranche A	390,7	216,0	USD	149,4
Tranche B	1 074,0	-		-
Sous-total Crédit Senior 2009	1 464,7			149,4
Ligne bilatérale	35,3	35,3	EUR	35,3
TOTAL	1 500,0			184,7

Ces lignes de crédit multidevises portent intérêt aux taux Euribor ou LIBOR en fonction de la devise dans laquelle la ligne est tirée, majorés d'une marge qui varie selon le ratio d'endettement. Au 30 juin 2011, les marges applicables pour les tranches A et B étaient de respectivement 2% et 2,25%.

13.1.3 Programmes de titrisation

Le Groupe Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, présentés dans le tableau ci-dessous, à l'exception du programme de cession de créances hors bilan aux États-Unis, lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Au titre de ces programmes, le Groupe continue d'assumer une part significative du retard de paiement et du risque crédit. Par conséquent, les créances cédées restent inscrites à l'actif du bilan dans le poste « Créances clients », alors que les financements reçus sont traités comme des dettes financières, conformément à la norme IAS 39.

Les principales caractéristiques de ces programmes de titrisation sont résumées dans le tableau dessous :

Programme	<i>(en millions de devises)</i>		Sommes tirées au 30 juin 2011	<i>(en millions d'euros)</i>		Échéance
	Encours maximum autorisé	Montant des créances nanties au 30 juin 2011		Solde dû au 30 juin 2011	Solde dû au 31 décembre 2010	
Europe - Australie 2005	500,0 EUR	538,7 EUR	402,1 EUR	402,1	444,8	11/02/2012
Etats-Unis	250,0 USD	368,7 USD	219,2 USD	151,7	180,4	23/12/2014
Canada	140,0 CAD	217,5 CAD	140,0 CAD	100,4	105,1	13/12/2012
Europe 2008	450,0 EUR	472,8 EUR	335,1 EUR	335,1	337,3	17/12/2013
TOTAL				989,2	1 067,6	

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variable majoré d'une marge spécifique à chaque programme. Au 30 juin 2011, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation était de 1 223,3 millions d'euros et est utilisé à hauteur de 989,2 millions d'euros. Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales (voir note 19.1.3 des états financiers consolidés au 31 décembre 2010). Au 30 juin 2011, toutes les obligations contractuelles relatives à ces programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites.

Par ailleurs, Rexel a également conclu un programme de titrisation hors-bilan dédié aux filiales américaines du Groupe. Ce programme prévoit le transfert à l'acquéreur de tous les risques et obligations attachés aux créances cédées, celles-ci étant, en conséquence, décomptabilisées. Au 30 juin 2011, les créances sont décomptabilisées pour un montant de 74,9 millions d'euros, soit 108,3 millions de dollars (97,7 millions d'euros au 31 décembre 2010) et la perte consécutive est enregistrée en charges financières pour un montant de 1,9 million d'euros (2,6 millions d'euros au 30 juin 2010). Les encaissements reçus au titre des créances décomptabilisées et non encore remises à l'acquéreur s'élèvent à 13,3 millions d'euros (19,3 millions de dollars) et sont comptabilisés en dettes financières.

13.1.4 Billets de trésorerie

En septembre 2010, Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 500 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 30 juin 2011, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 133,8 millions d'euros (56,9 millions d'euros au 31 décembre 2010).

13.2 | Variation de l'endettement net

Au 30 juin 2011 et 2010, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	2011	2010
<i>(en millions d'euros)</i>		
Au 1^{er} janvier	2 273,3	2 401,2
Emission d'Obligations Senior ⁽¹⁾	500,0	76,7
Variation nette du Contrat de Crédit Senior	(539,7)	(101,0)
Coûts de transaction	(7,2)	(3,0)
Variation nette des autres emprunts et concours bancaires	88,1	(8,3)
Variation nette des lignes de crédit	41,2	(35,6)
Variation nette de la titrisation	(49,6)	(135,6)
Variation nette des dettes de location financement	11,7	(3,0)
Variation nette des dettes financières	3,3	(174,2)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	110,2	79,7
Ecart de conversion	(44,4)	206,7
Effet des variations de périmètre	14,0	0,2
Amortissements des coûts de transaction	9,5	8,4
Autres variations	(2,0)	12,7
Au 30 juin	2 363,8	2 534,7

⁽¹⁾ Le 27 mai 2011, Rexel a émis des Obligations Senior non assorties de sûretés d'un montant nominal de 500 millions d'euros et portant intérêt au taux de 7% (voir note 13.1.1). Le 20 janvier 2010, Rexel avait émis un montant de 75 millions d'euros d'obligations, en complément de l'émission réalisée le 21 décembre 2009. Ces obligations portent intérêt au taux de 8,25% et sont remboursables le 15 décembre 2016. Elles avaient été émises à 102,33% du nominal pour un montant de 76,7 millions d'euros.

14. | RISQUES DE MARCHE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

14.1 | Risque de taux

Afin de couvrir son exposition à l'évolution des taux d'intérêt, la stratégie de couverture mise en place par le Groupe vise à maintenir à horizon d'un an, environ 80% de l'endettement net à taux fixe ou plafonné et le solde à taux variable.

La ventilation de la dette financière entre taux fixe et taux variable, avant et après couverture, est la suivante :

	Au 30 juin 2011	Au 31 décembre 2010
<i>(en millions d'euros)</i>		
Emprunts obligataires et autres dettes à taux fixe	1 171,6	668,0
<i>Taux fixe avant couverture</i>	1 171,6	668,0
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	1 616,4	1 286,4
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	(475,0)	(475,0)
Options de taux d'intérêt actives - <i>Collars</i> ⁽¹⁾	-	721,3
Sous total taux fixe ou plafonné après couverture	2 313,0	2 200,6
Dettes à taux variable avant couverture	1 367,9	1 917,2
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	(1 616,4)	(1 286,4)
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	475,0	475,0
Options de taux d'intérêt actives - <i>Collars</i> ⁽¹⁾	-	(721,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(175,7)	(311,9)
Sous total dette nette à taux variable après couverture	50,8	72,7
Endettement financier net	2 363,8	2 273,3

⁽¹⁾ Options de taux d'intérêt pour lesquelles un des prix d'exercice (cap ou floor) est dans la monnaie.

Instruments dérivés de couverture de juste valeur

Le Groupe a partiellement *swapé* la dette à taux fixe relative aux Obligations Senior en une dette à taux variable de 475,0 millions d'euros. Ces dérivés sont qualifiés de couverture de juste valeur.

Au 30 juin 2011, le portefeuille associé à ces dérivés qualifiés de couverture de juste valeur est le suivant :

	Total nominal (en millions d'euros)	Date d'échéance	Taux moyen pondéré fixe payé (reçu)	Taux variable payé (reçu)	Juste valeur (1) (en millions d'euros)
Swaps payeur de taux variable					
Euro	475.0	déc. 2016	(2.74%)	3M Euribor	0.1
Swaps payeur de taux fixe					
Euro	(150.0)	mars 2012	2.19%	(3M Euribor)	(0.6)
Euro	(100.0)	mars 2013	2.29%	(3M Euribor)	(0.7)
Total					(1.2)

⁽¹⁾ Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à recevoir pour un montant de 0,2 million d'euros.

Les gains ou pertes sur l'élément couvert attribuable au risque couvert viennent en ajustement de l'élément couvert et sont reconnus au compte de résultat en coût de l'endettement financier. Les variations de juste valeur des instruments dérivés destinés à couvrir les variations de juste valeur de l'élément couvert sont comptabilisées en résultat financier de manière symétrique. Les variations de juste valeur des *swaps* de taux qualifiés de couverture de juste valeur au 30 juin 2011 représentent une perte de 2,1 millions d'euros, compensé par un gain de 1,6 millions d'euros résultant de la variation de juste valeur des Obligations Senior.

Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

Dans le cadre de la politique définie ci-dessus, le Groupe a souscrit différents *swaps* payeurs du taux fixe.

Les *swaps* qualifiés de couvertures de flux de trésorerie arrivent à échéance entre décembre 2011 et mars 2014. Le Groupe a l'intention de renouveler une part significative de ces *swaps* de façon à se couvrir contre la variabilité des intérêts futurs associés à son endettement à taux variable, conformément à la stratégie décrite ci-dessus. Les couvertures sont allouées par devise en fonction des anticipations du Groupe sur l'évolution des taux d'intérêts liés à ces devises.

Au 30 juin 2011, les instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie sont présentés dans le tableau suivant :

	Total nominal (en millions de devises)	Total nominal (en millions d'euros)	Date d'échéance	Taux variable reçu	Taux moyen pondéré fixe payé	Juste valeur (1) (en millions d'euros)
Swaps payeurs de taux fixe						
Euro	100,0	100,0	Mars 2012	Euribor 3M	1,42%	(0,1)
Euro	200,0	200,0	Mars 2014	1M Euribor	2,12%	(1,6)
Dollar canadien	100,0	71,7	Septembre 2013	3M Libor	1,57%	0,4
Dollar canadien	40,0	28,7	Mars 2013	3M Libor	2,72%	(0,5)
Dollar américain.....	80,0	55,4	Décembre 2011	3M Libor	3,15%	(0,8)
	256,0	177,1	Mars 2013	3M Libor	2,82%	(7,1)
Livre sterling.....	25,0	27,7	Mars 2012	3M Libor	1,97%	(0,2)
Total		660,5				(10,0)

⁽¹⁾ Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à payer pour un montant de 1,8 million d'euros.

Les variations de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie, au titre de la période close le 30 juin 2011, sont comptabilisées en augmentation des capitaux propres pour un montant de 12,8 millions d'euros (avant impôt).

Instruments de couverture adossés à l'émission obligataire

Les 9 et 11 mai 2011, Rexel a souscrit les instruments dérivés de taux suivants, destinés à fixer dans certaines limites le taux d'intérêt de l'émission obligataire de 500 millions d'euros, dès lors que celle-ci est devenue hautement probable :

- un tunnel de *swaptions* à horizon 7 ans, d'un montant nominal de 250 millions d'euros au total, constitués d'un *cap* à 3,25% et d'un *floor* à 3,10%
- un *swap* à horizon 7 ans, d'un montant nominal de 250 millions d'euros, payeurs de taux fixe à 3,21%.

Ces instruments dérivés ont été qualifiés de couvertures de flux de trésorerie jusqu'à la date de l'émission obligataire, soit le 27 mai 2011. Après cette date, ces instruments sont devenus non éligibles à la comptabilité de couverture jusqu'à leur déboucement.

La variation de juste valeur de ces instruments dérivés s'est traduite par une perte de 3,2 millions d'euros. La part inefficace de la couverture a été enregistrée en charges financières pour 0,9 million d'euros et la part efficace en autres éléments du résultat global pour un montant de 2,3 millions d'euros. Celle-ci fera l'objet d'un recyclage dans les charges financières étalé sur la durée de l'emprunt obligataire.

Les variations de juste valeur de ces instruments dérivés ultérieures à l'émission obligataire ont été enregistrées dans les charges financières pour un montant de 0,4 million d'euros avant impôt.

Instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture

	Total nominal (en millions de devises)	Total nominal (en millions d'euros)	Date d'échéance	Taux variable reçu	Taux moyen pondéré fixe payé	Juste valeur ⁽¹⁾ (en millions d'euros)
Swaps payeurs de taux fixe						
Dollar canadien	30,0	21,5	Mars 2013	3M Libor	2,72%	(0,4)
Franc suisse.....	40,0	33,1	Mars 2013	3M Libor	0,94%	(0,3)
	90,0	74,6	Mars 2014	3M Libor	0,81%	(0,5)
Couronne suédoise.....	500,0	54,5	Septembre 2012	3M Stibor	2,59%	0,1
Dollar américain.....	200,0	138,4	Septembre 2011	3M Libor	3,35%	(1,1)
	150,0	103,8	Décembre 2011	3M Libor	3,68%	(1,8)
	200,0	138,4	Septembre 2012	3M Libor	3,18%	(4,8)
	24,0	16,6	Mars 2013	3M Libor	2,82%	(0,7)
Euro ⁽²⁾	125,0	125,0	Mai 2018	6M Euribor	3,21%	(1,0)
Total		705,9				(10,4)

⁽¹⁾ Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à payer pour un montant de 0,8 million d'euros.

⁽²⁾ Swaps de couverture adossés à l'émission obligataire de 500 millions d'euros et déqualifiés à la date d'émission

Les instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture concernent essentiellement les instruments de couverture de flux de trésorerie déqualifiés à la suite du remboursement partiel des lignes du Crédit Senior du fait de l'émission de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros. L'arrêt de la relation de couverture s'est traduite par le recyclage en résultat des pertes cumulées enregistrées en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global (OC) pour un montant de 10,0 millions d'euros, dont 9,0 millions d'euros concernent les *swaps* en dollar américain, 0,4 million d'euros les *swaps* en dollar canadien et 0,7 million d'euros les *swaps* en franc suisse (voir note 7).

Sensibilité à la variation des taux d'intérêt

Au 30 juin 2011, une augmentation des taux d'intérêt de 1% sur la dette à taux variable après prise en compte des opérations de couverture effectives aurait pour conséquence une hausse de la charge annuelle d'intérêt d'un montant d'environ 1,1 million d'euros et une augmentation des capitaux propres de 10,2 millions d'euros hors effet d'impôt.

14.2 | Risque de change

Contrats à terme

L'exposition au risque de change du Groupe résulte du recours à des financements externes en devises ou de financements octroyés aux filiales étrangères dans leur devise locale ou reçus d'elles. Afin de neutraliser l'exposition au risque de change, les positions en devises autres que l'euro sont couvertes au moyen de contrats à terme d'une durée généralement comprise entre un et trois mois. Les couvertures sont renouvelées tant que l'exposition demeure.

Au 30 juin 2011, les contrats à terme présentent une valeur notionnelle de 825,0 millions d'euros (dont 1 074,0 millions d'euros de ventes à terme et 249,0 millions d'euros d'achats à terme) et sont comptabilisés à leur juste valeur pour un montant net positif de 6,1 millions d'euros. La variation de juste valeur des contrats à terme est comptabilisée en produits financiers pour 7,1 millions d'euros, en résultat opérationnel pour un montant positif de 0,7 million d'euros et en réserve de couverture de flux de trésorerie pour un montant positif de 0,9 million d'euros.

Options de change

Par ailleurs, les états financiers étant présentés en euro, le Groupe convertit en euro les charges et les produits libellés en devises étrangères en appliquant le taux de change moyen sur la période. Par conséquent, le Groupe a souscrit plusieurs options de change pour couvrir partiellement l'exposition au risque de conversion de ses opérations en devises étrangères. Ces instruments sont qualifiés d'instruments détenus à des fins de transactions selon la norme IAS39.

Les options de change comptabilisées au 30 juin 2011 sont détaillées dans le tableau suivant :

	Total nominal en devises <i>(en millions de devises)</i>	Total nominal <i>(en millions d'euros)</i>	Date d'échéance	Prime reçue (payée) <i>(en millions d'euros)</i>	Juste valeur <i>(en millions d'euros)</i>
Options achetées					
Dollar australien	47,0	34,9	Décembre 2011	(1,1)	0,3
Dollar canadien	69,0	49,5	Décembre 2011	(1,1)	1,5
Franc suisse.....	33,0	27,3	Décembre 2011	(0,4)	0,0
Livre Sterling.....	20,0	22,2	Décembre 2011	(0,4)	1,1
		133,8		(3,0)	2,9
Options vendues					
Livre Sterling.....	20,0	22,2	Décembre 2011	0,2	(0,4)
				(2,8)	2,6

Les options de change sont comptabilisées à leur juste valeur pour un montant de 2,6 millions d'euros. Les primes nettes payées sur ces options de change se sont élevées à 2,8 millions d'euros. La variation de juste valeur, d'un montant négatif de 0,2 million d'euros, est comptabilisée en charges financières.

Sensibilité à la variation des taux de change

La monnaie de présentation des états financiers étant l'euro, le Groupe doit convertir en euro, lors de la préparation des états financiers, les actifs, les passifs, les produits et les charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro.

Les résultats des activités libellées en devises étrangères sont consolidés dans le compte de résultat du Groupe, après conversion au taux moyen de la période. Aussi, en base annuelle, une appréciation (dépréciation) de 5% de l'euro par rapport aux principales devises (dollars américain, canadien, australien et livre sterling) se traduirait par une réduction (augmentation) du chiffre d'affaires de 271,3 millions d'euros et par une baisse (hausse) du résultat opérationnel avant autres produits et charges de 11,6 millions d'euros.

Les dettes financières et les capitaux propres du Groupe sont consolidés dans le bilan après conversion au taux de clôture de l'exercice. Aussi, une appréciation (dépréciation) de 5% de l'euro vis-à-vis de l'ensemble des devises du groupe par rapport aux taux de change de clôture au 30 juin 2011 aurait pour conséquence une réduction (augmentation) de l'endettement financier et des capitaux propres de respectivement 69,7 millions d'euros et 90,3 millions d'euros.

Endettement financier net par devise de remboursement

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la dette nette financière à la variation des taux de change par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	euro	dollar us	dollar canadien	dollar australien	couronne norvégienne	couronne suédoise	livre sterling	franc suisse	autres devises	Total
Dettes financières	1 866,3	316,8	101,0	83,4	1,0	0,9	127,0	0,4	42,7	2 539,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(57,4)	(42,2)	(1,5)	(13,7)	(3,6)	(2,1)	(15,6)	(16,7)	(22,9)	(175,7)
Position nette avant couverture.....	1 808,9	274,6	99,5	69,7	(2,6)	(1,2)	111,4	(16,3)	19,8	2 363,8
Effet des couvertures.....	(838,6)	278,8	133,8	36,1	(34,1)	181,9	(101,6)	303,1	40,6	0,0
Position nette après couverture.....	970,3	553,4	233,3	105,8	(36,7)	180,7	9,8	286,9	60,4	2 363,8
Impact d'une augmentation de 5% des taux de change.....		27,7	11,7	5,3	(1,8)	9,0	0,5	14,3	3,0	69,7

14.3 | Risque de liquidité

Les Obligations Senior émises en décembre 2009 et janvier 2010 pour un montant total de 650 millions d'euros arrivent à échéance en décembre 2016 tandis que celles émises en mai 2011 pour un montant de 500 millions d'euros arrivent à échéance en décembre 2018. Les lignes de crédit A et B relatives au Contrat de Crédit Senior et au contrat de crédit bilatéral arrivent à échéance en décembre 2011, décembre 2012 et décembre 2014 pour des montants respectifs de 200 millions d'euros, 200 millions d'euros et 1 100 millions d'euros.

Par ailleurs, ces lignes de crédit deviendraient exigibles en cas de non-respect par Rexel de ses engagements décrits en note 19.1.2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2010.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2012, 2013 et 2014. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie, *commercial paper*) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2011	Au 31 décembre 2010
Echéances :		
Un an	633,9	140,9
Deux ans	112,7	553,5
Trois ans	336,3	334,6
Quatre ans	338,0	941,1
Cinq ans	3,8	1,8
Au delà.....	1 174,3	676,8
Sous-total dette financière	2 598,9	2 648,7
Coûts de transaction	(60,8)	(63,2)
Dette financière	2 538,1	2 585,5

Au 30 juin 2011, les échéances contractuelles résiduelles relatives à l'endettement financier et aux instruments dérivés, y compris intérêts à payer, sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Echéances :	Dettes financières et intérêts	Dérivés	Total
Un an	706,0	(0,5)	705,5
Deux ans	234,9	0,5	235,4
Trois ans	453,5	1,4	454,9
Quatre ans	446,3	(1,1)	445,2
Cinq ans	92,4	(2,3)	90,1
Au-delà	1 294,3	(2,9)	1 291,4
Total	3 227,4	(4,9)	3 222,6

Par ailleurs, les dettes fournisseurs d'un montant de 1 827,0 millions d'euros au 30 juin 2011 (1 866,2 millions d'euros au 31 décembre 2010) sont exigibles à moins d'un an.

15. | SAISONNALITÉ

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie avec, en règle générale, un premier et un troisième trimestre plus faibles en raison d'une augmentation du besoin en fonds de roulement, et un deuxième et un quatrième trimestre plus forts.

16. | TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Au cours de la période close le 30 juin 2011, il n'y a pas eu de transactions significatives conclues avec des parties liées à l'exception de l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 453 197 actions aux membres du Comité Exécutif relatives au plan émis en mai 2011, ces actions remises gratuitement étant soumises à des conditions de présence et de performance (voir note 12).

17. | LITIGES

Pour la période close le 30 juin 2011, il n'y a pas eu d'évolution concernant les litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2010 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

18. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

A la date de présentation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 30 juin 2011 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

19. | INFORMATION TRIMESTRIELLE

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin	
	2011	2010
Chiffre d'affaires	3 157,6	3 047,0
Coût des ventes	(2 386,3)	(2 302,4)
Marge brute	771,3	744,6
Frais administratifs et commerciaux	(601,7)	(603,8)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	169,6	140,8
Autres produits	3,0	7,4
Autres charges	(14,9)	(23,3)
Résultat opérationnel	157,7	124,9
Produits financiers	13,2	12,4
Coût de l'endettement financier	(50,9)	(49,0)
Autres charges financières	(15,4)	(16,2)
Charges financières (nettes)	(53,1)	(52,8)
Quote part de résultat dans les entreprises associées	1,0	1,5
Résultat net avant impôt	105,6	73,6
Impôt sur le résultat	(18,4)	(10,5)
Résultat net	87,2	63,1
Dont attribuable :		
<i>au Groupe</i>	86,9	62,8
<i>aux intérêts ne conférant pas le contrôle</i>	0,3	0,3
Résultat net par action :		
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>	0,33	0,24
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>	0,33	0,24

Résultat global consolidé

	Trimestre clos le 30 juin	
	2011	2010
(en millions d'euros)		
Résultat net	87,2	63,1
Ecarts de conversion	(7,2)	87,2
Effet d'impôt	3,4	2,7
	(3,8)	89,9
Profit (Perte) sur couvertures de flux de trésorerie	5,9	1,4
Effet d'impôt	(1,4)	(0,4)
	4,5	1,0
<i>Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt</i>	<i>0,7</i>	<i>90,9</i>
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt	87,9	154,0
Dont attribuable :		
au Groupe	87,6	152,7
aux intérêts ne conférant pas le contrôle	0,3	1,3

Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin	
	2011	2010
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat opérationnel	157,7	124,9
Amortissements et dépréciations d'actifs	30,1	30,7
Avantages au personnel	(2,3)	(4,0)
Variation des autres provisions	(8,5)	(9,6)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie	1,8	3,0
Intérêts payés	(38,2)	(34,1)
Impôt payé	(24,0)	(18,9)
<i>Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>116,6</i>	<i>92,0</i>
Variation des stocks	34,0	(4,6)
Variation des créances clients	(97,3)	(98,6)
Variation des dettes fournisseurs	26,2	122,9
Variations des autres créances et autres dettes	0,9	(1,4)
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>(36,2)</i>	<i>18,3</i>
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	80,4	110,3
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(26,1)	(11,8)
Produits de cession d'immobilisations corporelles	6,2	4,8
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(5,9)	(0,1)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	-	10,2
Variation des placements à long terme	-	(0,1)
Dividendes reçus des participations dans les entreprises associées	-	-
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	(25,8)	3,0
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Augmentation de capital	85,7	0,2
Vente d'actions propres	(1,4)	1,1
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes financières	(105,4)	(117,8)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	35,9	(14,2)
Remboursement des dettes résultant des contrats de location-financement	5,6	(1,9)
Dividendes distribués	(105,2)	-
Trésorerie nette provenant des activités de financement	(84,8)	(132,6)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(30,2)	(19,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	220,7	289,6
Effet de la variation des taux de change et autres éléments de réconciliation	(14,8)	14,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	175,7	285,2

Information sectorielle pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010

2011 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Autres secteurs	Total des secteurs opération nels	Holdings	Total consolidé
Trimestre clos le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 854,0	883,1	319,1	101,4	3 157,6	-	3 157,6
EBITA ⁽¹⁾	122,4	36,2	19,0	6,3	183,9	(9,8)	174,1
2010(en millions d'euros)							
2010(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Autres secteurs	Total des secteurs opération nels	Holdings	Total consolidé
Trimestre clos le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 744,6	919,2	287,3	95,9	3 047,0	-	3 047,0
EBITA ⁽¹⁾	108,6	27,2	16,1	4,3	156,2	(8,1)	148,1

⁽¹⁾ L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant autres produits & autres charges et amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin	
	2011	2010
EBITA - Total Groupe	174,1	148,1
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(4,5)	(7,3)
Autres produits et autres charges	(11,9)	(15,9)
Charges financières (nettes)	(53,1)	(52,8)
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	1,0	1,5
Résultat net avant impôt du Groupe	105,6	73,6

III. Rapport des commissaires aux comptes

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex
France

ERNST & YOUNG Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Période du 1er janvier au 30 juin 2011

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et par décision collective des associés et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Rexel S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris La Défense, le 26 juillet 2011

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Hervé Chopin
Associé

Pierre Bourgeois
Associé

IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

REXEL
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris,

Le 26 juillet 2011

Jean-Charles Pauze
Président du Directoire de Rexel